

La Gueule ouverte

N° 111 - mercredi 23 juin 1976 - hebdomadaire

France 4 F - Suisse 3 FS - Belgique 40 FB - Canada 1,75\$

PENURIE D'EAU: L'ETE SERA CHAUD

page 3

POSTER DE LA SEMAINE: LE VER DE TERRE



page 8

LA PRESSE A UN PIED DANS LA TOMBE

page 10

- Condé-sur-Noireau : l'amiante empoisonne une région, page 16
- Le budget militaire, page 7
- Savoir écouter les « anciens », page 5
- Malville : ça approche, page 15



LA presse est un pouvoir. Fondé, comme tous les pouvoirs, sur un mélange de séduction et d'abus.

Séduction : on vous parle. On vous parle de vous. On vous gratifie en vous racontant ce que vous aimez. Du tendre, du scandaleux, du précis, du problématique ... N'importe quoi, n'importe comment, pourvu que ça plaise. Tous les comités de rédaction en sont là, y compris le nôtre : il faut plaire. Pour que le journal s'insinue dans votre vie, devienne un besoin. Et vous un client très fidèle.

Abus : on parle pour vous. On s'appuie sur votre consentement silencieux. On devient votre conscience. On choisit l'information en votre nom. Vous ne pourriez pas le faire, bien sûr ... A chacun son métier, n'est-ce pas ? Le malheur, c'est que le journaliste, profitant du fait que vous êtes occupé, finit par faire le gros de votre métier de citoyen : choisit pour vous, proteste pour vous, etc. En se payant parfois le luxe de vous reprocher votre passivité, alors qu'il l'organise.

Nous avons bonne mine de critiquer la délégation de pouvoir, le système électoral, nous qui parlons pour les autres ! Quelle différence, au fond, entre vos quatre francs et un bulletin de vote ? Ah, c'est vrai, nous les gagnons, ces quatre francs ! Vertueusement, si vous saviez ! Notre chiffre de vente n'en est pas moins comme un plébiscite, qui signe votre démission ...

J'entends bien : comment se passer de journaux ? C'est le refrain du mal nécessaire. Pas du tout nécessaire, ce mal, quand il s'agit de « France Soir ». Tout à fait nécessaire, par contre, quand il s'agit de la G.O. ! Allons donc ...



La division du travail ruine le pouvoir populaire : dans la presse comme ailleurs. Entre des journalistes qui ne peuvent pas ne pas abuser et des lecteurs à eux, comment s'en tirer ?

En n'essayant pas, déjà, de se faire passer pour plus vertueux qu'on n'est. Nous avons trop d'excuses. Tout citoyen devrait pouvoir assumer ses responsabilités sans intermédiaires, y compris l'information. Ce n'est pas possible, et même encore difficile à imaginer en ce moment ? Peut-être. Mais ce n'est pas une raison pour continuer de voir l'avenir sous les couleurs de ce présent-là.

Il s'ensuit aussitôt un changement de ton. Assez de beaux mouvements de menton, assez d'articles qui flattent ! Pour préparer le jour où nous serons réunis pour décider en personnes majeures ce que nous avons à produire et à consommer, le journal doit faire un travail de remise en question qui évite de retomber dans les ornières d'un certain confort et d'un certain standing.

Ça devient même urgent. Notre presse, institution provisoire, n'a pas à dire, mais à provoquer. Pas à raconter, mais à manifester. S'il faut ouvrir sa gueule, c'est pour prophétiser.

La démocratie aussi vomit les tièdes ...

Lambert

□ Confiture

J'ai lu avec intérêt la recette de la confiture de rhubarbe. Personnellement, j'emploie la deuxième méthode, plus rapide et excellente. Il y a fort longtemps que je ne fais plus de confiture de rhubarbe pure car les enfants craignent son acidité ; et elle est si bonne en mélange !

On peut ajouter des oranges (deux oranges coupées en dés par kg de rhubarbe) des citrons (même façon), des pommes (un kg de pommes, un kg de rhubarbe), des pruneaux (une livre pour deux kg de rhubarbe et un kg deux cents de sucre) et surtout des fraises (même poids de fraises et de rhubarbe et 750 g de sucre par kg). Je cueille ma rhubarbe trois fois par an, et la première fois, je m'efforce de faire coïncider cette cueillette avec celle des fraises. C'est seulement à la dernière cueillette que je mélange avec des pommes car, alors, c'est l'automne.

La fermeture des pots : voici une quatrième méthode : découper des feuilles de papier sulfurisé au diamètre du pot. Les passer dans l'eau-de-vie, les poser à même la confiture. Versez quelques gouttes d'alcool si on le désire, puis fermer le pot avec un papier blanc retenu par élastique ou ficelle fine.

Amitiés à toute l'équipe et mes vœux de longue vie à « la Gueule Ouverte ».

Madame Fournier. Le Pont-de-Beauvoisin.

□ Les radios

Le Dr Martin, médecin général de la Santé, chargé de la sous-direction des actions de prévention et de détection à la direction générale de la Santé, a envoyé la lettre suivante à Jean Pignero, président de l'Association pour la protec-

tion contre les rayonnements ionisants :
Monsieur,

Par lettre du 15 avril 1976, vous m'avez demandé si j'envisageais de supprimer ou d'es-pacer les examens radiologiques obligatoires pour les enseignants. J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'effectivement sont à l'étude, dans mes services, des projets de limitation des examens radiologiques, soit sous forme d'exclusion, soit sous forme d'es-pacement du rythme de ces investigations. L'étude en cause porte notamment sur le dépistage radiologique imposé aux élèves, aux enseignants et au personnel de service des établissements scolaires. Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

□ Insoumission

Jean-Luc Stote, de Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle), et Philippe Guyen, de Belfort, tous deux membres d'Insoumission Collective Internationale (I.C.I.), insoumis depuis août 1975, ont choisi de se faire arrêter le soir du procès de Jean-Louis Soulié, le 3 février 1976. Ils sont en prison depuis cette date et n'ont toujours pas été jugés. La date de leur procès n'est pas encore fixée.

Deux Comités de soutien travaillant en relation étroite se sont constitués : Comité de soutien à Philippe Guyen : C.S.P.G., B.P. 9 - 90 800 Bavilliers. Comité de soutien à Jean-Luc Stote : C.S.J.L.S., Guy Weisse, 5, rue Taison - 57 000 Metz.

On peut leur écrire à la prison Maurice-Barrès, B.P. 1071, 57 038 Metz - Cedex (n° 7496 pour J.-L. Stote, n° 7502 pour P. Guyen), et soutenir financièrement leur lutte en envoyant de l'argent aux comités de soutien.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication : Isabelle Cabut
maquette : Philippe
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
relations extérieures : Martine Joly
abonnements : Fifine
administration : « les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2100 F
8, rue de Condé, 75006 Paris.
(tél. : 033.47.02)
dépôt légal : 1^{er} trimestre 1976
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris
distribution N.M.P.P.

abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire,
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
8 rue de Condé, 75006 Paris.

Abonnement

Bravo ! Vous avez compris que l'abonnement seul permet à un journal sans publicité de passer sans encombre les vaches maigres de l'été. Continuez à investir dans « la Gueule Ouverte », valeur aussi précieuse que l'eau. Car si les ventes parisiennes baissent en été (seul critère de référence pour les N.M.P.P.), les factures ont tendance à suivre le cours de la vie. Eh oui, c'est dans ce monde-là qu'on vit !

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

désire s'abonner pour un an (180 F), six mois (95 F), trois mois (50 F) (1) à dater du numéro.....
Ci-joint un chèque bancaire ou postal ou un mandat (1) de F à l'ordre des Editions Patatras, 8, rue de Condé, 75006 Paris.
PRECISER S'IL S'AGIT D'UN REABONNEMENT OUI (1) NON (1)

On accepte les abonnements de soutien.

(1) rayer les mentions inutiles.

LE JOUR OÙ LA PLUIE VIENDRA



photo A.F.P.

Le secrétariat d'Etat à l'Environnement a envoyé aux préfets le 1^{er} juin 76, une note sur les problèmes de la sécheresse. Une commission spéciale a été créée, chargée de recueillir les renseignements sur le problème et d'informer. Les mesures préventives sont examinées, ainsi que les mesures d'urgence, et les préfets sont avertis qu'il faudra peut-être faire appel au rationnement ; à la distribution par camions-citernes réquisitionnés et à l'armée. Déficit de 50 % des pluies, déficit de 70 % de l'écoulement des rivières, déficit de neige, déficit des barrages, déficit des nappes phréatiques... Tout est passé en revue. De plus, quand les pluies d'hiver sont déficitaires, habituellement les pluies d'été le sont aussi, ce qui n'arrangera rien.

On peut donc craindre des problèmes graves de quantité en Bretagne et de qualité dans le Bassin Parisien, des dommages aux cultures et des dangers accrus d'incendies de forêts, et enfin pour terminer le développement de microorganismes pathogènes rendant dangereuses les baignades en rivières.

Officiellement, la campagne d'information du public portera sur : « c'est la faute de la pluie, faut pas gaspiller l'eau à laver sa voiture et n'oubliez pas de changer les joints des robinets qui fuient ». De toute façon, l'eau potable restera potable. C'est signé Paul Granet, secrétaire d'Etat.

PAS une goutte d'eau depuis Pâques dans l'ouest de la France. Le ciel est par dessus les toits, si bleu, si bleu, que les paysans ne guettent même plus le moindre cumulus et baissent les bras, découragés.

La NASA peut bien mettre au point des satellites capables de photographier les ressources agricoles de la Terre entière, les ordinateurs réunir toutes les données sur l'agriculture d'un pays et les technocrates en dégager un VI^e ou VII^e Plan, rien ni personne ne peut en 1976 obliger les nuages à tomber en Bretagne plutôt qu'ailleurs. Compter sur la pluie et le beau temps pour calculer le prix du bifteck, c'est sûrement anachronique à l'âge de la programmation contrôlée. Ceux qui reprochent inlassablement aux détracteurs du nucléaire de vouloir revenir à la bougie sont bien obligés de s'apercevoir que nous voici déjà revenus au temps des porteurs d'eau.

Les bateliers vont se retrouver au chômage technique. Sur le Rhône, il faudrait 1,50 mètre d'eau au moins pour laisser passer les péniches chargées. Or il n'y a déjà plus que 90 cm en certains endroits, en aval de Lyon. A Lyon même, sept égouttiers ont été gravement asphyxiés la semaine dernière par les émanations de gaz toxiques accumulés dans les égouts et non plus di-

lués comme d'habitude. Du concentré de poisons, voilà ce que l'on trouvera cet été dans nos égouts et nos rivières.

Plutôt discrète, la belle EDF pour une fois, pour annoncer la mesure de restriction que lui impose la sécheresse. La production d'électricité d'origine hydraulique a baissé de 30 % par suite du manque d'eau dans les barrages et les rivières. On peut bien pousser un peu la production des centrales thermiques, qui assurent 60 % de la production, et nucléaires, 10 % ; mais pas trop, car la plupart sont refroidies par l'eau des rivières, et il est interdit de rejeter de l'eau chaude de plus de 30°. A cause des pêcheurs à la ligne et des écologistes râleurs (1).

Alors, depuis le 21 juin, EDF a procédé à une baisse de tension de 5 % sur tout le réseau, ce qui lui fera économiser 1 % de consommation. Baisse de tension, quand on est en fin de ligne à la campagne, j'ai vu ce que ça donnait il y a trois ans chez mes voisins super-équipés électrique : la machine à laver qui ne tourne plus, le congélateur qui se traîne et la pompe à eau qui se débranche. Vider un congélateur garni d'un mouton entier découpé plus les légumes de printemps, pour transporter le tout vite fait chez la belle-sœur, dans la vallée, celle qui habite près de la petite centrale hydraulique du village - elle sert surtout à fournir du

LE JOUR OÙ LA PLUIE VIENDRA

courant aux acéries d'Ugine - c'est pas drôle du tout, et au bout de deux fois il râlait ferme, mon voisin. Comme EDF faisait alors une publicité tapageuse pour le tout électrique, j'avais écrit pour protester contre sa publicité mensongère. Réponse : « Pour les zones rurales dans lesquelles il y a des difficultés nous en informons la clientèle lorsqu'elle nous le demande et faisons tout notre possible pour que les travaux de renforcement nécessaires soient exécutés en les signalant rapidement à la Direction départementale de l'agriculture, qui est maître d'œuvre. » (seulement dans le cas de communes de moins de 2 000 habitants).

L'autre façon d'économiser encore 1 % de consommation, c'est de couper l'électricité aux industriels sous contrats pendant la journée. EDF leur consent de larges réductions de tarif à condition qu'ils s'engagent à se reporter sur d'autres énergies lorsque l'alimentation électrique est insuffisante. Du coup, à Creusot-Loire, trois cents ouvriers se retrouvent au chômage technique car les ateliers ne peuvent plus continuer à tourner sans électricité.

Les employés des bureaux à air conditionné, au vingtième étage des tours commerciales, seront-ils eux aussi en chômage technique ? Heureusement, les vacances arrivent. D'ici le 15 juillet, la foule (2) aura rejoint les bords de mer et les piscines. Pendant qu'on soignera d'innombrables eczéma, dermatites ou hépatites virales, après plusieurs plongeurs, les ouvriers retardataires nettoieront les usines. Avec de l'eau puisée dans la rivière et renvoyée à la rivière. Sale. Un peu

En juin 1976, une mare dans l'Orne.



photo A.F.P.

plus, un peu moins ! L'eau potable ? A Paris, on conseille de la laisser reposer au frigo avant de consommer celle du robinet. Ajoutez-y un bon jus de citron frais, ça remplacera avantageusement un sirop de fruit concentré. Même garanti sans colorant, il y a encore trop de sucre et des parfums équivoques. L'eau potable sans saveur, à Paris, c'est pas vrai. On a beau nous dire que la petite algue bleue qui prolifère dans les réservoirs depuis l'année dernière est parfaitement inoffensive, on aimerait autant qu'elle n'y soit pas. D'où vient-elle ? Pollutions industrielles, chaleur, mélange des eaux ?

Il a bonne mine, l'homme de la fin du vingtième siècle, l'homme de la maîtrise de l'atome : il a marché sur la lune, mais il va crever de soif. A moins que...

Danielle

« Jusqu'à ce que la douleur le lui enseigne, l'homme ne sait vraiment pas quel trésor est l'eau » - Byron.

(1) dans une interview à Europe 1, Delouvrier, président d'EDF, a tiré prétexte de la sécheresse pour appeler à la construction intensifiée de centrales nucléaires en bord de mer. Là, en effet, aucun problème de refroidissement ne se pose (sic).

(2) A condition qu'on la laisse partir, cette foule. Les Bretons sont-ils prêts à accueillir les touristes ? Les touristes accepteront-ils de laisser l'eau de leur douche pour les vaches du voisin ? Fermer les yeux, croiser les doigts en disant : « qu'ils s'arrangent entre eux ! » Est-ce l'unique solution ?

LA FRANCE N'EST PAS LE SAHEL, MAIS...

Après avoir obligé les paysans à disparaître du décor moderne - pendant les dix premières années de la V^e République, un paysan quittait la terre toutes les dix minutes en France - obligé ceux qui restaient à devenir des ouvriers de l'Industrie agricole (déboisement, remembrement, monoculture, conseils de l'INRA ; aides du Crédit agricole, assistance de la DDA, de Péchiney et de Rhône-Poulenc), le paysan, modèle 76, est donc devenu producteur de maïs, ou de cerises, ou de vaches, ou de dindes. Lié sans espoir d'y échapper aux froids calculs des chambres d'agriculture, on adoucit sa peine en l'assistant encore un peu plus : la sixième conférence agricole, qui s'est terminée la semaine dernière à Paris, a promis quelques mesures pour améliorer les conditions de vie à la campagne, aider les éleveurs et faire l'aumône aux sinistrés de la sécheresse, en attendant le bilan qu'on ne pourra dresser qu'à l'automne.

Les révolutions vertes, à base de sélection de plantes, ont fait disparaître quantités de variétés de céréales anarchistes qui poussaient depuis bien longtemps. On ne garde que les variétés les plus productives. Mais ce sont aussi les plus fragiles, celles qui ne supportent pas d'écart de chaleur ou d'humidité, même minime. Comme si le soleil et la pluie étaient des distributeurs automatiques et réglables à volonté ! Dès qu'ils bouillent un peu, c'est l'inondation ou la sécheresse, l'anéantissement d'une récolte trop fragile, la pénurie et bientôt la famine. La France n'est pas le Sahel, mais qu'il ne pleuve pas plusieurs années de suite, et pourquoi pas, et qui peut dire ce qui va se passer ?

La FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) est en train de mettre en réserve un peu partout dans le monde des graines de plantes qui ne sont plus cultivées, pour le jour où... Prenez l'exemple des ormes qui vont disparaître, frappés par une maladie incurable. On n'a pas d'ormes de rechange. Si on ne cultive plus qu'une variété de blé et que par suite de maladie elle vienne à être anéantie, parce que le climat sera devenu d'un pouce plus chaud ou plus froid, que va-t-on faire pousser à la place ? On cherchera dans la banque de gènes des plantes les espèces susceptibles de s'adapter aux nouvelles conditions. Encore faut-il ne pas les laisser disparaître. Un exemple.

Vous connaissez beaucoup de gens qui cultivent l'épeautre ? C'est une variété très rustique de blé dur, peu exigeante, mais de faible rendement. Je connais une seule personne qui en fait, un vieux prof de philo qui a abandonné l'université il y a belle lurette pour vivre avec ses moutons au pays de Giono, à Baumugnes. C'est pas l'INRA ni la FAO qui l'ont aidé. Pas plus qu'ils n'ont aidé cette vieille paysanne qui cultivait son petit champ de patates dans un coin de montagne. Après la guerre, elle était la seule dans toute la combe de Savoie à avoir des semences de je ne sais plus quelle variété, peut-être de l'Early Rose ou de la Viola ou autre chose. Grâce à son petit champ isolé à 800 mètres d'altitude, la variété a pu être réintroduite dans la région.

L'agriculteur de 76 a-t-il encore le temps de cultiver pour « rien », pour continuer ?

D.

POUR UNE ECO-HISTOIRE

LA grand'mère qui m'a élevé était née à Saint-Jean-la-Chalm dans la haute-Loire, elle me racontait son enfance dans la neige et dans les foin, la grande peur des loups qui rôdaient encore à l'époque (du moins le laissait-on croire aux enfants), et comment sa mère était morte d'un cheval qui s'était emballé, ce que c'était que la diphthérie et qu'en réchapper tenait alors du miracle, et les enfants enrégés qu'on devait étouffer entre deux matelas, toute la présence insistante, le souffle proche de la mort qui accrochait les gosses aux images du catéchisme et aux médailles de la béate qui leur enseignait vaguement l'alphabet.

Et aussi le père qui ayant tiré un mauvais numéro, s'était tapé sept ans de service militaire (dont la guerre de 70) et était devenu de ce fait l'intellectuel du hameau, ayant vu du pays, appris à lire le français de l'État français, et désappris par contre, et sans doute plus ou moins renié, le patois minoritaire de ses origines. Il se sentait attiré par la ville, ce père, et n'était resté à la terre qu'à contrecœur. Après lui, ses enfants s'égaillèrent, l'un devint receveur des postes, un autre gargotier, qui fit presque fortune. Ma grand'mère, elle, épousa un mineur de Langeac, fils de paysans lui aussi. Puis le bassin de Langeac vint sur son déclin et la famille se transporta à Saint-Étienne...

Je regrette aujourd'hui de n'avoir pas davantage écouté cette aïeule. Si je me souviens encore de quelques bribes, c'est qu'il y avait, dans ses histoires, pas mal de choses impressionnantes pour le gamin que j'étais. Et puis faut dire qu'elle se répétait un peu, sur ses vieux jours. Elle avait tendance à rappeler à son chevet les ombres de son enfance, à la fin elle devait me casser un peu les pieds. Si j'avais été plus attentif, plus curieux aussi, si je l'avais un peu sollicitée, un peu cuisinée, sans doute que j'aurais pu apprendre des tas de trucs passionnants, mais voilà, quand on est gosse on a d'autres préoccupations que d'écouter les discours des vieux. C'est maintenant que je réalise ce que ça pouvait être, la mémoire de cette femme toute simple, comme beaucoup d'autres : un trésor d'archives vécues, une chronique aux ramifications inépuisables où pouvaient s'entendre, dans le bruissement et les scansion incertaines de la parole vive, tout le tapage et la fureur et la cruauté de cette histoire tout juste éteinte, encore tiède, qui nous a faits ce que nous sommes et que nous devons aller interroger, plus ou moins trafiquée, orientée, mise en perspective, dans les ouvrages des historiens professionnels. Elle était née en 1877, ma grand'mère. Donc : l'ordre mor-

tifère d'après la Commune, l'accélération de l'accumulation capitaliste, le drainage des campagnes vers les villes, la colonisation linguistique, l'étranglement du patriarcat rural, l'appât de la promotion sociale et la lutte des classes! Les années d'orphelinat de ma grand'mère, sa rage encore blanche lorsqu'elle évoquait les bonnes sœurs, leurs agapes avec les bourgeois du Puy pendant que les orphelines se serraient la ceinture, s'usaient les yeux sur leurs travaux d'aiguille et s'acheminaient vers la condition de domestiques que leur avait assignée le Seigneur en les confiant à la charité de Ses mandataires...

« En Chine, rapporte Jean Chesneaux (1), le recours à la mémoire populaire est organisé systématiquement. On collecte les ballades et les contes reflétant les traditions de lutte paysanne contre l'oppression. En 1974, lors d'un banal voyage de tourisme, j'ai rencontré une bonne dizaine de personnes âgées, habituées à raconter leurs souvenirs de la domination féodale, des usines capitalistes, de l'occupation japonaise, de la tyrannie du Guomindang. C'est une politique systématique de communication entre les générations... »

On ne pense pas assez à l'Histoire. Chacun sait aujourd'hui (si on le sait pas, c'est vraiment qu'on ne veut pas le savoir) que la science officielle a, dans tous les

domaines, étouffé un savoir populaire, stérilisé une recherche diffuse, ruiné une technologie traditionnelle, plongé dans la passivité et la stupidité nécessaires à la consommation de masse des millions de petites gens curieux, futés, inventifs au départ. On essaie peut-être maintenant de réagir, de tailler dans les marges du complexe scientifico-industriel une petite place à la recherche populaire, à une science modeste mais faite par tous, accessible à tous. Ce n'est pas facile pour des tas de raisons. Des raisons matérielles : les intérêts en jeu sont trop gigantesques, la symbiose de la science et du capitalisme trop étroite, trop vitale pour chacun des deux. Des raisons idéologiques aussi, et d'abord toute la puissance d'hypnotisme, de mythe, d'illusion tapie dans le postulat de base, la fausse évidence que la science occidentale moderne repose réellement sur une connaissance exacte de la nature et du monde.

Mais l'Histoire? Là au moins, on ne peut pas nous la faire. Ce n'est un secret pour personne que différentes écoles d'historiens continuent à s'affronter, que le récit historique varie du tout au tout suivant l'éclairage qu'on adopte, que des interprétations opposées sont souvent tout aussi crédibles, que la notion même de fait historique est plus que relative, discutable,



que les faits mis en relief ne sont pas les mêmes suivant qu'on utilise telle ou telle méthode d'analyse... Alors? Alors, on ne voit certes pas pourquoi on ne laisserait pas les historiens continuer leurs recherches, les méthodes dont ils disposent – et qu'ils peuvent seuls utiliser – nous donnent du passé des représentations souvent passionnantes, parfois troublantes, et dont certaines peuvent constituer des armes dans un combat révolutionnaire (toute représentation historique appelle cette question : quelle politique sert-elle?) Mais on ne voit pas non plus pourquoi, en ce qui concerne le passé récent, le recours systématique à la mémoire du peuple ne représenterait pas une source tout aussi valable pour la constitution du texte historique, que celles où puisent habituellement les historiens professionnels.

Je suis psychiatre dans le secteur public, une partie importante de mon activité consiste à tenter de réparer, chez des gens pauvres le plus souvent, les méfaits d'une société complètement démente et inhumaine. Ce n'est pas un hasard si la psychiatrie recueille de plus en plus de vieillards paumés, éteints, hébétés, vidés : simple aboutissement, normal et logique, d'une existence vide, conditionnée de part en part, dépossédée de toute initiative, de toute responsabilité, de toute activité en prise sur le monde. De plus en plus de vieux sont tout simplement mis au rebut parce qu'ils ne sont plus utiles à la société, ils ne peuvent plus servir à rien alors on les jette.

On oublie aussi tout simplement que ces vieux-là sont notre mémoire, que dans les replis de leur cerveau sont emmagasinées, pour parler comme les technocrates, plus d'informations qu'aucun computer pourra jamais en stocker, et que, si nous ne vivions pas dans une société imbécile, cette mémoire ne manquerait pas d'être considérée comme un bien collectif éminemment précieux, un véritable trésor à la disposition de tous.

C'est facile d'y changer quelque chose. Pas besoin d'instruments, pas besoin de crédits, rien : simplement changer d'optique, et ne plus se laisser obnubiler par le discours universitaire. Repérer les vieux dans les environs, et même les pas tout à fait vieux, prendre contact avec eux, et commencer avec eux à reconstituer le passé, le passé vivant – vous savez bien? ce passé que les vieux aiment tant raconter (on dit qu'ils radotent).

Roger Gentis

(1) Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase* 7, Petite collection Maspéro. A lire absolument pour inventer une Eco-Histoire.

LE SOUSSOUEOU EN PERIL

L'AFFAIRE du Soussouéou vient de rebondir. Elle est née en octobre 1972. Une société de « promotion immobilière » (Artouste S.A.) voulait créer une station de ski de très grande taille (7 500 lits sur 70 hectares) et de haut standing, au fond de la profonde et très belle vallée du Soussouéou, en haute vallée d'Ossau. Exclue du Parc national des Pyrénées-Occidentales, qui n'a ici que 800 mètres de large, la vallée de Soussouéou est essentielle à l'équilibre naturel du parc et de la région. Toute urbanisation ne pourrait qu'apporter une destruction du site et un déséquilibre très grave pour la société et l'économie locales, en privilégiant outrancièrement le tourisme (lourd, commercial et anti-social), en sacrifiant en conséquence les investissements d'avenir : ceux destinés à l'élevage de montagne.

Pour lutter contre le massacre de la nature, contre la destruction du pastoralisme et de sa civilisation, pour une autre politique de la montagne, le Comité de défense Soussouéou-Ossau (1) a été créé en février 1973 par des montagnards, des randonneurs et amoureux de la nature sauvage, des paysans et des bergers, des militants occitanistes, des écologistes, des économistes, etc. Peu après, ce comité fut traduit en justice par le promoteur pour les « diffamations » contenues dans une plaquette publiée alors. Le procès eut lieu en 1974, en plusieurs sessions. En Cour de cassation, le Comité a finalement perdu en décembre 1975.

Maintenant, l'affaire rebondit : le 8 juillet 1976, six membres du Comité de défense, poursuivis en diffamation par le promoteur Artouste S.A., comparaitront devant la Cour d'Appel de Toulouse. Même si la sauvegarde du site ne dépend pas directement de l'issue du procès, il est primordial de gagner.

Si on perd, critiquer les bétonneurs de la montagne deviendrait un délit d'opinion. N'importe quel promoteur pourrait mettre en échec un comité de défense. Récemment encore, Artouste S.A. menaçait de procès quiconque aurait « des propos désobligeants » à l'égard de son projet. Si les écologistes, dont l'écrivain Bernard Charbon-



neau (collaborateur de la G.O.), étaient condamnés, ce serait une scandaleuse régression de la liberté d'expression des associations écologiques.

Sur le terrain, la station de ski n'est pas construite. La vallée est intacte, mais le promoteur se fait de plus en plus pressant, avec un nouveau projet, probablement les énormes capitaux nécessaires, et l'appui du ministère de l'Équipement. Le Comité a réuni un dossier de demande de mise en réserve naturelle ou de classement du site de Soussouéou-Herrana et l'a transmis, le 15 mai, au préfet des Pyrénées-Atlantiques, avec une liste de signataires, dont la Fédération française des Sociétés de protection de la nature. Le projet de réserve, d'une superficie de 4 426 hectares sur la commune de Laruns, englobe la forêt primitive d'Herrana. Le secrétariat d'État à l'environnement a mandaté un écologiste du CTGREF de Grenoble pour l'étude préalable à un éventuel classement.

Construire une station de ski au Soussouéou (à plus de 1 500 mètres, contrairement à toute la politique actuelle du ministère) signifierait la destruction d'un biotope incomparable (pour les trois espèces les plus menacées et les plus rares de la faune française : l'ours, le lynx, le gypaète barbu), mais aussi un désintérêt pour l'élevage de montagne. Face à cet enjeu de dimension nationale, le Comité de défense Ossau lance une campagne d'information et de soutien à la veille du procès de Toulouse. Pour présenter le dossier, une conférence de presse est organisée à Paris, 163 rue Saint-Honoré (1^{er}), métro Palais Royal, 2^e étage, le jeudi 24 juin 1976 à 11 heures.

R.M.

(1) Résidence de France, « Champagne », 64 Pau.

B.B., phoques et bonne conscience

Une conférence de presse comme dans l'album de Tintin « les Bijoux de la Castafiore »... Dans les salons élégants du Pré-Catelan, au cœur du bois de Boulogne, Brigitte Bardot lançait la semaine dernière sa fondation de protection des animaux.

Verre de champagne dans une main et petit four dans l'autre, des élégantes à manteaux de fourrure se lamentant sur la dure condition des femmes d'officiers... Soudain, mouvement de foule, bousculade, brouhaha. Sous le crépitement des flashes des paparazzi et les caméras des télévisions, la Star fait son entrée, avec une bonne demie-heure de retard. Impressionnée par la foule barbare et sans-gêne de la presse du spectacle, B.B. restera muette. Elle laisse à d'autres – un responsable de la Fondation ; Christian Zuber ; Pierre Mazeaud, ministre de la jeunesse et des sports – le soin d'expliquer l'importance du combat en faveur des bébés phoques et autres animaux maltraités.

Il n'y a aucune raison de douter de la sincérité et du désintéressement de Brigitte Bardot (1). Mais ou bien elle est complice, ou pour le moins elle est manipulée, utilisée, dans des buts politiques précis. La présence à ce cocktail mondain de deux ministres et d'une flopée de députés de la majorité est tout à fait significative : on dénonce – on a raison de le faire – le massacre des bébés phoques, l'élevage concentrationnaire, les atrocités de l'expérimentation animale. Mais on reste étrangement muet au sujet de la torture au Chili, en Iran ou au commissariat de Bandol, des hôpitaux psychiatriques en URSS. Et on fait partie (ou on vote pour) un gouvernement qui est le troisième vendeur d'armes du monde. Prise en charge par de tels faux jetons, la protection des animaux n'est plus que l'hypocrite bonne conscience du giscardisme avancé. Dommage que Brigitte Bardot ait accepté (par ignorance, par naïveté, par souci d'efficacité ?) d'être la caution charmante de cette opération.

Gauthier de Coincy

Fondation Brigitte Bardot, 180, Bd de la République, 92210 Saint-Cloud. Premières campagnes prévues : anti-fourrure, bébés phoques, anti-expérimentation animale, anti-abandons, etc.

TF 1, Europe N° 1 et la grande presse vous donneront régulièrement dès la rentrée tous les détails.

(1) Elle regrette d'ailleurs, dans une lettre aux journalistes, que la conférence de presse ne se soit pas déroulée dans la « sérénité » qu'elle espérait.

Bouquins



□ « Le Porte-Képi », par Jean-Paul Lambert. Editions Galilée (9, rue Linné, 75005 Paris). 42 F. Illustrations d'Otto.

Depuis que la G.O. est hebdomadaire, je découpe ses articles. Il y en a comme ça qu'on peut relire, dans la G.O. Lambert, toujours. Je sentais bien pourtant que je ne lisais de semaine en semaine que les bribes d'un ensemble. L'ensemble, le voici, tout au moins une grande partie, avec la promesse d'une suite. Ils ont raison sur la couverture de nous présenter Lambert comme un philosophe. Il a la largeur de vue qu'on attend du philosophe, mais aussi des idées pratiques qui font heureusement oublier tout ce qu'il y a d'ennuyeux dans la philosophie.

Je vous recommande de com-

mencer par le milieu. C'est un pastiche génial du « Discours de la Méthode » de Descartes. Ça s'appelle « Discours de la matraque ». Tout compartimenter, obtenir le plus de renseignements possibles, tout ordonner dans un sens précis : la raison, c'est ça, et nous sommes terriblement raisonnables ! C'est moche de penser que la pensée soit fondamentalement répressive. Ou que « le sens répressif » soit la chose au monde la mieux partagée et nous tienne lieu de bon sens. Ça m'a fait froid dans le dos, une émotion que je n'avais éprouvée que dans des livres de science-fiction. Parce que ça touche le quotidien.

C'est d'ailleurs ce que Lambert visait avant tout : nous montrer que nous sommes devenus flics au bi-

beron. Parce que nous avons peur, de ne pas savoir, de ne pas pouvoir, et même de ne pas devoir. Dès que passe une idée qui mettrait un peu d'ordre dans la vie, qui nous justifierait, on fonce, et voilà : c'est le sacrifice qui commence à n'importe quoi, et même, c'est marrant, le sacrifice au Bonheur. Comme si le Bonheur demandait ça.

Il n'y aurait que ça dans « Le Porte-Képi », on en prendrait déjà plein la figure. Mais Lambert n'est pas plus maso que nous et cherche des solutions. Elles apparaissent dans ses critiques qui visent la Police (la première institution subversive de l'Etat : il prouve comment !) ou dans ce qu'il appelle « la loi d'incohérence », qui nous fait chercher du « sens » à

n'importe quel prix. Mais c'est surtout à la fin du bouquin qu'il montre ses batteries, avec un programme-manifeste qui laisse loin derrière tout ce que les politiciens du jour ont pu nous cuisiner.

Ce qui m'a le plus intéressée, je dois le dire, c'est un certain ton, une voix, que j'ai toujours attendu dans notre mouvement écologique et qui nous a toujours été refusé. On ne peut pas dire pourtant que Lambert nous parle franchement d'écologie, dans son livre, mais l'écologie, la réflexion écologique, est partout là. La voie écologique, c'est ça. J'ai pensé, naturellement, à « Ecologie et politique », de Michel Bosquet, paru dans la même collection. A lire, je vous jure !

Françoise Graner

PARABOLE



AUX ARMES! CITOYENS COMPTABLES

DANS la G.O. du 21 avril, je reprochais à Jacques Isnard, journaliste militaire au « Monde » et néanmoins conseiller militaire de Giscard, de ne rien révéler sur le où, comment et à quel prix de la force nucléaire française. « Mea culpa ». Le 12 mai, J. Isnard se fendait d'une page entière consacrée à la description détaillée des forces armées françaises : moyens en hommes et en matériels de chaque arme, budgets. Tout y est passé.

Délaissions cette fois la description des armes et résumons les chiffres que monsieur le journaliste-bien-informé du « Monde » et du cabinet militaire de Giscard attribue aux moyens financiers et humains de l'Armée libérale avancée. Tout d'abord, pour éclairer le tableau, rappelons que, pour chaque Arme – sauf pour les Forces nucléaires stratégiques, top se-

cret ! – on connaît et on distingue : le budget d'équipement (achat de matériel) et le budget de fonctionnement qui, comme son nom l'indique, inclut les salaires de nos valeureux engagés et généraux, aussi bien que le chauffage des bureaux, l'essence des parades et des exercices comme celui de la voiture qui va chercher le petit du colon à l'école et conduire sa femme chez le coiffeur.

Dans le chapeau de cet article vraiment complet, J. Isnard rappelle que le budget total (avoué !) des Armées sera d'environ 50 milliards de F en 1976 (tout ici est en nouveaux francs, ne pas confondre !) que, au total, le ministère de la Défense occupe environ 676 500 personnes, dont 313 450 officiers et sous-officiers de métier, 283 700 appelés et 79 350 agents civils. Voici le détail :

FORCE	BUDGET (EN MILLIONS DE F)		PERSONNEL	
	Fonctionnement	Équipement	Militaires	Civils
Nucléaire Stratégique	4 377		10 900	150
Nucléaire Tactique	?		?	?
de Manœuvre	Terre	3 392	2 257	155 000
	Air	922	1 344	14 060
	Mer	570	625	8 425
de Sûreté	Terrestre	1 200	166	53 220
	Gendarmerie	3 672	502	65 700
	Air	464	1 077	9 000
	Maritime	1 028	870	12 450
d'Action Extérieure	Présence	1 509	286	20 850
	Intervention	436	88	17 340
d'Usage Général		2 445	3 370	63 275
		15 638	10 585	430 220
		26 223		
		+ 4 377		
		30 600		8 910

– Les Forces nucléaires stratégiques (FNS) comprennent les Mirages IV, les missiles du plateau d'Albion et les sous-marins nucléaires, tous porteurs de bombes A ou H.

– Les Forces nucléaires tactiques (FNT) comprennent les missiles Pluton de l'Armée de Terre, les avions Jaguar + Mirage III-E de l'Armée de l'Air et les Super-Etendard de l'Aéronavale, tous porteurs de bombinettes atomiques.

– La Force de manœuvre, c'est à dire le gros de l'armée.

– La Force de sûreté – y compris la gendarmerie –, en clair la défense contre l'ennemi intérieur : vous et moi par exemple.

– La Force d'action extérieure : les mercenaires officiels de la France, les Cubains que Ford s'appropriait à envoyer au Liban.

– La Force d'usage général : le reste.

Pas de panique, réfléchissons un peu. Avons-nous tout pris en compte ? D'accord, M. Isnard ne donne pas le coût de la force nucléaire tactique, ce qui semble logique, puisque ces forces sont intégrées dans les forces de manœuvre. A tout hasard, notons que, dans « le

Monde » du 24 sept. 75, il indique le coût de l'armement nucléaire tactique en 1976 : 829 millions de F. Mais on est encore loin du compte. Par ailleurs, les pensions des généraux (la seule retraite qu'admettra un militaire) sont plus élevées que leur gloire ; mais Y. Bourges n'avouait lors des crédits militaires 76 par le Sénat (« Le Monde » du 27 11 75) qu'une dépense totale de 460 millions pour les retraités militaires.

Alors ? Le reste sert-il à exproprier les paysans du Larzac ? Vu leurs réactions, j'en doute. Les militaires se saoulent-ils la gueule avec le reste ? Ce ne serait pas impossible ; mais puisque cette somme représente plusieurs fois nos excédents invendus de pinard, cette hypothèse est encore à rejeter. Je donne ma langue au chat de la voisine !

Le Henaff

P.S. Dans cet article de M. Isnard, impressionnant à tous égards, on apprend qu'en 74 l'ensemble de nos exportations d'armement représentait 3% du montant total de nos exportations.

La Gueule ouverte

LE VER DE TERRE JARDINIER

LES lombrics ou vers de terre sont très divers (plus de 140 espèces pour la France). Leurs caractéristiques et leur mode de vie sont très variables. Certains vers de terre adultes français atteignent à peine 80 milligrammes, alors que d'autres dépassent 100 grammes.

Par ailleurs, la masse vivante totale représentée par les vers de terre est très grande (une à deux tonnes par hectare dans une bonne terre); on considère, en France, qu'il s'agit de la troisième

biomasse après les plantes et les microorganismes. Cette importance « volumétrique » considérable n'empêche pas l'agronomie classique moderne de bâtir ses théories et ses techniques en ignorant pratiquement les vers de terre, sans doute parce qu'ils n'ont pas une influence directement visible sur les rendements et donc sur la rentabilité financière immédiate des exploitations agricoles; il n'y aurait dans le monde, à l'heure actuelle, qu'une dizaine de chercheurs à se consacrer à l'étude des vers de terre.

Les lombrics consomment les matières organiques du sol et certains arrivent à absorber chaque jour un poids de terre égal au poids de leur propre corps, performance tout à fait remarquable, que l'être humain le plus glouton est

Rôle biologique et biochimique

Le rôle biologique et biochimique du ver de terre est beaucoup plus complexe que son rôle mécanique (ce qui ne veut pas dire que ce dernier soit

Relations avec les cultures

Des expériences conduites surtout en Nouvelle-Zélande et en Écosse ont montré que certains vers de terre favorisent le développement des

bien incapable d'approcher, cette terre est rejetée sous forme de « tortillons » (entre autres), après avoir subi diverses transformations en traversant le tube digestif de l'animal. Chaque espèce et sous-espèce de vers de terre vit dans des conditions bien déterminées de profondeur, d'humidité, de type de sol, de climat, de couvert végétal...

Nous essaierons essentiellement de cerner le « rôle » des vers de terre (obéissant en cela à la vieille tendance de l'être humain de tout considérer par rapport à lui). Ce rôle est double : mécanique et biologique.

Rôle mécanique du ver de terre

Les vers de terre sont des remueurs de terre plus ou moins actifs, selon la race à laquelle ils appartiennent; mais, d'une façon générale, leur rôle mécanique est très important. Leur action est incomparablement supérieure à celle des machines de culture pour plusieurs raisons :

- il est très progressif et se fait en douceur, sans aucune brutalité;
- il assure un mélange très intime de la matière organique avec la terre, chose que ne réalisent absolument pas les outils les plus perfectionnés (formation de paquets);
- il a lieu de façon continue pendant la plus grande partie de l'année;
- il enfouit les engrais organiques de façon progressive;
- il perce la semelle de labour si elle existe.

Ce travail du sol par les vers de terre, joint à celui qui est effectué par les racines des plantes et les microorganismes, représente l'idéal en agriculture. Il est suffisant, en général, dans les vergers ou les prairies bien conduits; par contre, il est évident qu'il ne suffit pas dans le cas où on veut effectuer un semis.

simple). Il y a longtemps déjà qu'on a remarqué que l'activité des vers de terre augmente la teneur du sol en éléments minéraux solubles. Lunt et Jacobson ont montré, dès 1944, que les excréments de vers de terre sont en moyenne :

- cinq fois plus riches en nitrates,
- deux fois plus riches en calcium échangeable,
- deux fois et demi plus riches en magnésium échangeable,
- sept fois plus riches en phosphore assimilable,
- onze fois plus riches en potassium échangeable,

que les quinze premiers centimètres du sol.

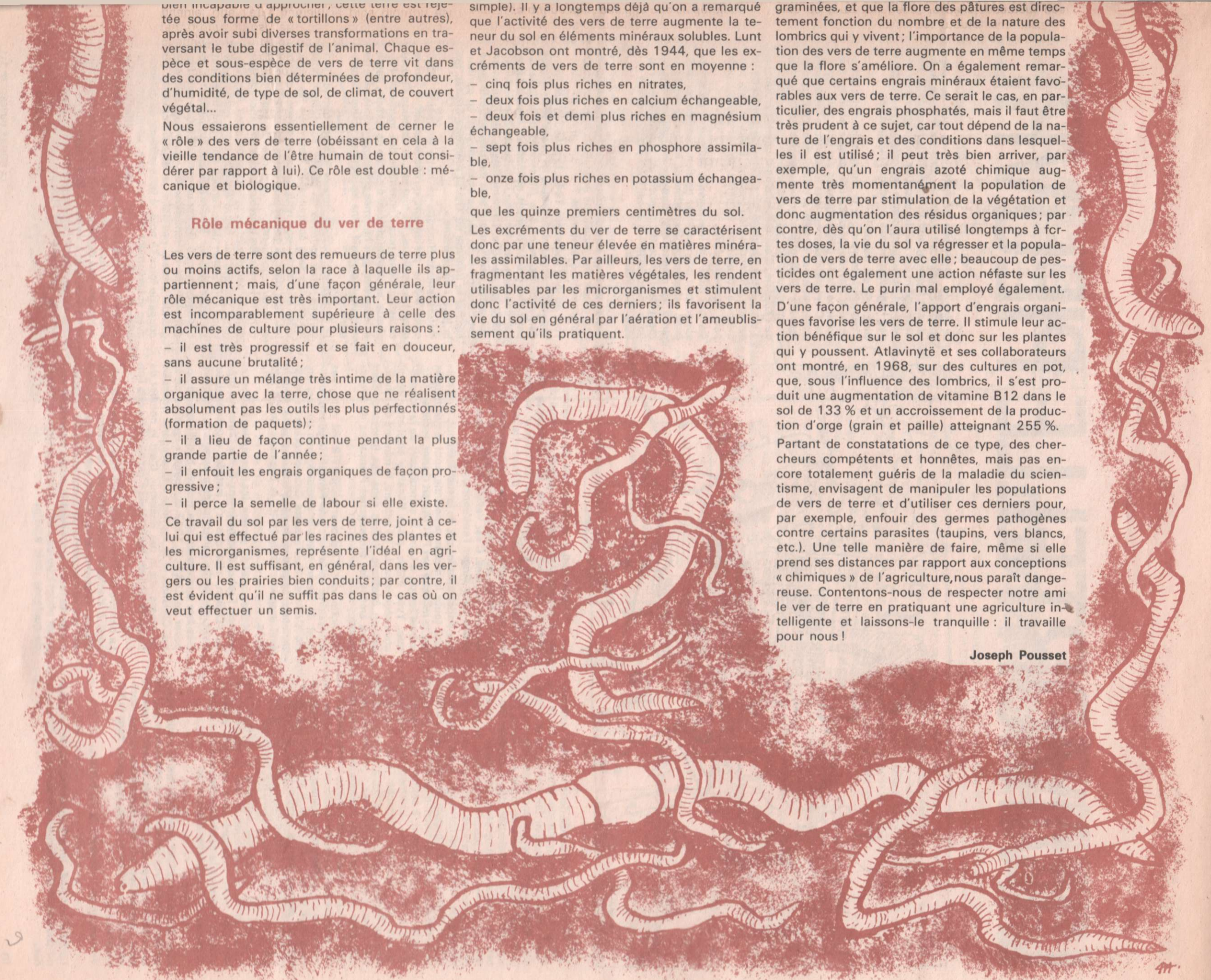
Les excréments du ver de terre se caractérisent donc par une teneur élevée en matières minérales assimilables. Par ailleurs, les vers de terre, en fragmentant les matières végétales, les rendent utilisables par les microorganismes et stimulent donc l'activité de ces derniers; ils favorisent la vie du sol en général par l'aération et l'ameublissement qu'ils pratiquent.

graminées, et que la flore des pâtures est directement fonction du nombre et de la nature des lombrics qui y vivent; l'importance de la population des vers de terre augmente en même temps que la flore s'améliore. On a également remarqué que certains engrais minéraux étaient favorables aux vers de terre. Ce serait le cas, en particulier, des engrais phosphatés, mais il faut être très prudent à ce sujet, car tout dépend de la nature de l'engrais et des conditions dans lesquelles il est utilisé; il peut très bien arriver, par exemple, qu'un engrais azoté chimique augmente très momentanément la population de vers de terre par stimulation de la végétation et donc augmentation des résidus organiques; par contre, dès qu'on l'aura utilisé longtemps à fortes doses, la vie du sol va régresser et la population de vers de terre avec elle; beaucoup de pesticides ont également une action néfaste sur les vers de terre. Le purin mal employé également.

D'une façon générale, l'apport d'engrais organiques favorise les vers de terre. Il stimule leur action bénéfique sur le sol et donc sur les plantes qui y poussent. Atlavinytė et ses collaborateurs ont montré, en 1968, sur des cultures en pot, que, sous l'influence des lombrics, il s'est produit une augmentation de vitamine B12 dans le sol de 133 % et un accroissement de la production d'orge (grain et paille) atteignant 255 %.

Partant de constatations de ce type, des chercheurs compétents et honnêtes, mais pas encore totalement guéris de la maladie du scientisme, envisagent de manipuler les populations de vers de terre et d'utiliser ces derniers pour, par exemple, enfouir des germes pathogènes contre certains parasites (taupins, vers blancs, etc.). Une telle manière de faire, même si elle prend ses distances par rapport aux conceptions « chimiques » de l'agriculture, nous paraît dangereuse. Contentons-nous de respecter notre ami le ver de terre en pratiquant une agriculture intelligente et laissons-le tranquille : il travaille pour nous !

Joseph Pousset



L'IMMORTELLE PIEUVRE



S i vous voulez savoir dans le détail comment un petit arriviste de province, Louis Hachette, après avoir fait normale-sup, entra dans l'édition en achetant une toute petite maison : la librairie Brédif ; comment, grâce aux lois de 1833 sur l'éducation primaire, ce dégourdi s'enrichit en peu de temps en fournissant tout le matériel scolaire depuis les livres jusqu'aux ardoises en passant par les tables et les cahiers, suivant de près tous les progrès du XIX^e siècle florissant, il sut obtenir, en requin dévoreur, le monopole de vente des publications dans les gares de chemin de fer (puis plus tard dans le métro) ; comment, à sa mort, la maison Hachette devint une société ; comment cette société, à travers son président, s'attacha l'« amitié » de la banque Paribas ; comment, grâce à cette puissance financière, elle s'est débrouillée ; comment, peu à peu, pour s'immiscer dans pratiquement toute l'édition française (on sait qu'Hachette vient ces jours-ci de racheter les grands titres Prouvost, opération qui consolide sa position monopoliste dans la presse) si vous désirez savoir tout cela, il vous faut lire ou relire « La pieuvre verte », petit ouvrage écrit par un militant CFDT il y a quelques années (diffusé par la Librairie la Commune, aujourd'hui disparue).

En voici un extrait qui explique la création des NMPP après la Libération. Il faut se souvenir que Hachette avait collaboré sans vergogne pendant toute la durée de la guerre en distribuant « Signal » et plusieurs quotidiens allemands.

« La résistance s'était juré d'abattre le « trust vert » qu'elle jugeait responsable pour une bonne part de la trahison de la presse. Des projets furent ébauchés sous l'occupation par des journalistes et des représentants des différents partis regroupés dans la Résistance. (...)

Voyons ce qu'il advint à la Libération.

Le 20 août 1944, Jean Guignebert, secrétaire général provisoire à l'Information, ferme les Messageries.

Le 1^{er} septembre, une délégation de la Fédération de la presse clandestine se réunit au siège d'Hachette. Elle est composée de Francisque Gay (*L'Aube*), Bensan (*Ce soir*), Favier (*Le Populaire*), et Bigot (*Le Parisien Libéré*). Les cadres d'Hachette proposent des candidatures pour diriger les nouvelles Messageries, celles de Bouchetal, Lapeyre et Antoine. Elles sont rejetées. C'est Vallois, de *Franc-Tireur*, qui est choisi pour diriger l'entreprise.

Les importants locaux de la rue Réaumur, d'où partent toute la presse parisienne, sont réquisitionnés par le ministre des PTT (Albert Gazier, socialiste). En même temps, à Lyon, le commissaire de la République, Yves Farge, place l'Agence Hachette locale sous séquestre. Le 14 octobre, le ministre de l'Information confirme Vallois dans ses fonctions. Sont alors créées les Messageries Françaises de Presse (MFP).

Hachette va-t-il s'avouer vaincu ? Il est riche, ses adversaires ne le sont pas. Pendant la guerre, le capital du « trust vert » a rapporté, bon an mal an, 34 % à la famille Hachette. Celle-ci, grâce à une astucieuse répartition de bénéfices, a touché, pour le seul exercice 1945-1946, la bagatelle de 24 millions.

M. Hallier, chef du service des immeubles Hachette, négocie l'achat d'un bâtiment, 6, rue Christine, près de l'Odéon, afin que s'y installe, moyennant un loyer, une petite entreprise de messagerie, l'*Expéditive*.

Dès lors commence une terrible bataille qui va opposer de 1945 à 1947 la « petite » *Expéditive*, de la rue Christine, à la « grande » Messagerie française de presse, de la rue Réaumur. C'est le combat de David et Goliath. Mais David n'est pas celui que l'on croit.

La banque de Paris et des Pays-Bas avance 40 millions à Hachette (août 46). En décembre, c'est la Banque Ottomane et le Crédit industriel et commercial qui lui accordent un découvert de 40 millions. Hachette lance aussi dans le public un second emprunt obligatoire de 200 millions, le premier datant de quelques mois à peine.

La liaison Expéditive-Hachette n'est niée par personne. Et pourtant Hachette est sous le coup de la loi, ses biens et son matériel technique de la rue Réaumur ont été confisqués. Des poursuites judiciaires sont envisagées contre le « trust vert » à propos des bénéfices acquis pendant l'occupation.

Qu'à cela ne tienne !

C'est officiellement que le multigraphe d'Hachette-Javel a travaillé pendant une longue période, à la cadence de 10 000 étiquettes par jour, pour l'*Expéditive*. C'est officiellement que les services techniques d'Hachette ont installé et mis en route du matériel *Expéditive*. C'est officiellement que les hauts cadres comptables d'Hachette ont organisé la comptabilité de l'*Expéditive*. C'est officiellement que les bâtiments d'Hachette à Stanislas-Montparnasse ont abrité un service d'inventaires de l'*Expéditive*. Enfin, la paie elle-même a été assurée, en partie, par les services de la paie Hachette-Javel.

De leur côté, les Messageries françaises de presse supportent une mauvaise gestion, laquelle est d'ailleurs sabotée par les cadres de Hachette restés en place. La plupart des journaux connaissent rapidement des difficultés financières. Hachette les renfloue ; naturellement ce renflouement ne se fait pas sans conditions.

D'abord, ils quittent les Messageries françaises de presse pour se faire distribuer par l'*Expéditive*. Celle-ci leur offrait des conditions financières intéressantes, notamment des avances.

Tout au long de l'année 1946, la situation des Messageries françaises de presse ne cesse de se dégrader, conjointement à la situation économique du pays. Des grèves éclatent, notamment dans le Livre. La coalition au pouvoir, socialiste-communiste-MRP, bat de l'aile. En février-mars 1947, une longue grève paralyse la presse parisienne. Cette grève est désapprouvée par les communistes, en particulier par le ministre du Travail Ambroise Croizat, qui la juge « inopportune ».

Naturellement Hachette se frotte les mains. D'aucuns même prétendent qu'elle soutient la grève dans les coulisses. En tout cas, la situation devient catastrophique pour l'ensemble des journaux. Hachette, sentant la victoire à portée de la main, passe à l'offensive. Ses hommes complotent dans tous les milieux, y compris dans les sphères gouvernementales...

La libération, c'était une « époque formidable » comme dirait le héros de Reiser. Formidable pour les requins sans scrupules. Et c'est tous les jours, vingt ans après, que nous, nous en faisons encore les frais, dans la politique et la vie courante ! Il faut en avoir conscience. Conscience de cette durée dans le temps des pouvoirs et des influences acquis dans la pagaille et la précipitation, pour être vigilants aujourd'hui. Notre époque aussi est une période charnière : dans l'année qui vient tout peut, tout doit basculer. Electoralement. Ou par un ras-le-bol paroxystique. Ou par un coup d'Etat de type fasciste. Inutile de ronronner les yeux clos, hein ? La grande presse, pas folle, a déjà commencé ses coups de force. A nous, à vous lecteurs, de défendre avec acharnement la presse libre. Comment on reconnaît la presse libre ? C'est pas difficile et Cavanaugh l'explique très bien dans le dernier numéro de « Charlie Hebdo » : la presse libre, c'est celle qui n'accepte pas de se vendre à la publicité. C'est tout. Mais c'est dur à vivre. Ça fera l'objet de notre prochain chapitre, ne le ratez pas dans « La Gueule Ouverte », hebdomadaire libre...

Isabelle Cabut

LE MALAISE DE LA PRESSE, MA CHÈRE !

LA presse est malade ? Tant mieux, qu'elle crève ! Les bons esprits démocrates pleurent la disparition du pluralisme. Le journal unique, la « Pravda des bérets », nous menace. C'est affreux. Nous serons condamnés à acheter tous le même quotidien, le même hebdo, à regarder la même information télévisée. On va pas s'en remettre. Finies les subtiles distinctions entre les blancs bonnets et les bonnets blancs, la presse du centre droit et la presse de la gauche centriste. Tu parles d'une nouveauté ! Y a beau temps que la presse véhicule la même information sur le même triporteur poussif.

Mais faisons, sans remonter à Mathusalem, un brin d'histoire comparée. La presse se définit, depuis la Libération, selon son appartenance à l'idéologie dualiste, manichéenne, gauche-droite. Est de droite la presse pourrie bourgeoise, valeurs établies, cocardière, patronale. Est de gauche la presse humaniste, réformiste, ouvriériste. Est d'extrême-gauche la presse des révolutionnaires patentés, les messies aveugles de la classe ouvrière qui, faute de pouvoir précéder les désirs du prolétariat, n'arrivent même pas à les suivre.

Or, le combat a changé d'âme sans que les pugilistes changent de camp.

Tout le monde se bat désormais du même côté de la barrière, dans le champ clos du productivisme fou. On se définit encore à droite (aliénation) ou à gauche (libération) sur les bunkers Maginot de l'exploitation de l'homme par l'homme, sans voir que les positions se déterminent aujourd'hui d'une toute autre façon.

Prenons un exemple design : « Le Nouvel Observateur », dit « l'Obs », prototype grosse cylindrée du journal se disant, ou se croyant, à gauche. « L'Obs » est né du combat humaniste (une pincée de christianisme, une once de marxisme) contre la guerre d'Algérie. Il n'en est jamais sorti. Le petit monde de « l'Obs » se résume toujours aux horizons du néo-colonialisme et du néo-impérialisme, et les tarifs aériens avantageux sur les lignes du Moyen-Orient n'excusent pas tout. Le petit monde de « l'Obs » se limite aux eczéma douloureux de l'intelligentsia parisienne

qui se reconnaît, symbiose parfaite, dans les frustrés de Brétecher. Depuis les années 50, le monde a évolué, et comment ! « L'Obs » en reste aux jeux du cirque politicien, niveau III^e République, Mitterrand ravalé Attali. Quand un type comme Michel Bosquet essaie d'aller plus loin (Illich, nucléaire), il est désavoué par la bureaucratie dirigeante du journal. Le triste et vaniteux Jean Daniel fait joujou avec les « grands de ce monde » (qu'il tutoie, mais si), décline le « je » à longueur d'éditos et censure, faute d'y comprendre couic, l'humour désespéré de Delfeil de Ton, seul éléphant vivant dans ce magasin de porcelaines glacées. A part ça, si tu dis que « l'Obs » n'est pas à gauche mais à droite, porte-parole de la future dominance techno-bourgeoise, on te regarde avec étonnement.

Et ne parlons pas des publicités pour ITT, l'Office espagnol du tourisme et la Marlboro-CIA. A quoi bon ! C'est du système tout entier que ce journal fait la publicité, vente de bombes atomiques comprise. Le monde marchand des années 50 s'est insinué dans ce créneau bien-pensant et l'a investi. Le matériel intellectuel du journal a trouvé maintes bonnes raisons d'adapter sa conscience vertueuse à la nouvelle et peu ragoûtante réalité de la marchandise publicitaire et politique. Que l'on songe par exemple aux délirantes enquêtes pseudo-économiques où le cadre-lecteur est étiqueté, soupesé et classé, tel le bombyx du mûrier, sur la grille des salaires, littéralement punaisé sur la moquette de sa BMW. Libéral question mœurs, généreux envers le bougnoule exploité (il emploie volontiers une pottugaise chez lui pour libérer sa femme), intraitable sur le passéisme utopique, le lecteur de « l'Obs » préfigure exactement ce que sera la technocratie au pouvoir, dans un socialo-libéralisme avancé : du Ro-

card en bermuda à fleurs. Il n'est pas étonnant que les rivaux communistes, candidats au même pouvoir (mais sur les smicards), se querellent périodiquement avec « l'Obs » mitterrandeux. Quand Jean Daniel sera ministre de l'information, René Andrieu sera son adjoint, ce qui nous promet encore de vastes rigolades.

Journaux autogérés

« Le rôle d'un pouvoir ne devrait pas être de « former » l'opinion, mais de lui fournir des éléments d'information nombreux et différenciés permettant à chaque individu de remettre en cause chaque jour les bases de la pérennité de ce pouvoir même. Autrement dit, ce serait alors de supprimer tout pouvoir centralisé. Ce serait de fournir à chaque individu les moyens d'apporter sa part imaginative à la construction jamais finie de la société humaine ». (Laborit, « La nouvelle grille »). Les limites de la presse-quatrième pouvoir, les limites de la presse non pas objective (l'objectivité n'existe pas) mais honnêtement subjective, tiennent à la nature même de l'information qui circule toujours de haut en bas et retombe en pluie sur les lecteurs assistés. Les journaux sont des structures fermées où, certes, les journalistes-bureaucrates s'ouvrent au monde extérieur pour parler de celui-ci, mais où jamais le monde extérieur ne s'exprime directement. Les canards gauchistes ont tenté sans succès de « donner la parole au peuple ». Le peuple n'en avait rien à foutre. Le peuple n'aime pas que les apôtres se penchent avec sollicitude sur ses lèvres avec un micro de sparadrap. Les journaux, tous les journaux, impriment donc une information à sens unique sans billet de retour véhiculée par ceux qui « savent », par les monopolistes du savoir. Y compris ici, à la G.O., où l'on portait ce-

pendant avertis de ces pièges et où la répétition de la parution a imposé certaines habitudes, encore que beaucoup d'articles viennent encore de l'extérieur. Tout se passe comme si la délégation de pouvoir offerte au savoir (ou pseudo-savoir) n'était jamais remise en jeu, faute de candidats. Il n'en faut pas plus pour donner quitus à la bureaucratie.

Comment en sortir ?

Dans ce monde centralisé, l'outil « Gueule Ouverte », si imparfait soit-il, a encore un certain rôle à jouer, rôle de courroie de transmission. En attendant la multitude des journaux qui se créeront partout dans une société écologique décentralisée, où chacun aura pris sa vie en main et ôté à la capitale son pouvoir.

Cela supposant le dépérissement de l'Etat, ce n'est pas pour demain.

C'est alors, et alors seulement, que se posera le problème de l'information. L'information, comme l'outil et la technique, est-elle aliénante en soi, à partir du moment où elle ne peut pas être neutre ? L'impérialisme de la pensée imprimée sera-t-il relayé par celui de la pensée cybernétique ? Ou, au contraire, l'électronique libérera-t-elle la conscience humaine, comme le croit Mc Luhan, en la délivrant de l'esclavage de Gutenberg ? Il est sûr que l'écriture a permis aux hommes de savoir et d'échapper quelque peu à l'obscurantisme de la foi. Mais elle a aussi privilégié le savoir, au point de faire du savant un sage, un inactif contemplatif. Je sais (en particulier qu'il n'y a rien à faire), donc je n'agis pas. Je fais le lit de la dominance bornée et besogneuse qui suit sa maigre idée avec une patience efficace. Jamais l'homme, l'espèce humaine, n'a su autant de choses qu'aujourd'hui, et jamais l'homme, l'individu, n'a été aussi désarmé politiquement. Comme si le spectacle de la misère planétaire le frappait d'hémiplégie.

Le savoir mort des grimoires pèse peu en face du savoir vivant, lequel passe par la connaissance vécue. Du concret ! En finir avec l'abstraction. En venir au réel. Artaud : « jamais, quand c'est la vie elle-même qui s'en va, on n'a autant parlé de civilisation et de culture ».

Arthur

LE PLOMB ET L'ORDINATEUR

(deuxième partie)

La semaine dernière, nous avons présenté les grandes techniques de composition. Nous allons maintenant examiner la dernière née des composeuses, la « composphère », et les principaux procédés d'impression.

Une nouvelle machine, la *composphère*, est apparue sur le marché depuis peu. Ce n'est ni plus ni moins qu'une machine à écrire de type « multipoint », sur laquelle on tape le texte directement. On lui donne

quelques informations sur la justification (largeur de la colonne). Une pression sur un bouton et la machine fournit immédiatement la colonne de texte composé. C'est le procédé utilisé par « le Sauvage » par exemple ou, tout récemment, par l'APRE.

Au lieu de taper son texte sur une machine à écrire classique, le journaliste pourra donc effectuer lui-même la composition. Des composphères à mémoire permettront même de garder les textes en réserve sur cassettes. La composphère sera sans doute d'une grande utilité pour les petits journaux. Elle est d'ores et déjà plus économique que les autres procédés de composition. On peut louer une composphère pour environ 1600 F par mois (à noter qu'IBM a l'exclusivité de ce type de

matériel). Un inconvénient toutefois : pour changer de caractères à l'intérieur d'une ligne (un mot en gras ou en italique par exemple), il faut remplacer la boule de la machine par celle correspondant au caractère choisi.

Continuons à suivre le parcours difficile de notre texte. Voici donc la composition terminée. En lino, les lignes composées sont alors assemblées sur le « marbre ». En photocomposition ou avec la composphère, les bromures ou les films sont « mis en page ». On se trouve alors devant une page de plomb où les caractères apparaissent en relief (lino) ou devant le film (négatif ou positif) de la page. Reste à imprimer.

La typographie est le procédé d'impression le plus ancien. Le papier

est pressé à plat contre les éléments imprimants en relief. Ou, et c'est le cas le plus courant, un moule souple, le « flan », a permis de réaliser deux demi-cylindres imprimants qui tourneront rapidement en imprimant les feuilles de papier. C'est la rotative. La grande majorité de la presse quotidienne utilise encore ce procédé.

L'héliogravure est aussi une technique couramment employée. Les caractères sont en creux au lieu d'être en relief et ont chacun une profondeur différente. Par l'intermédiaire d'un papier charbon, et d'une gélatine insolée, le texte est gravé sur un cylindre de métal, qui impressionnera aussi le papier. Etant donné son excellente faculté de reproduction, l'héliogravure est sur-

tout utilisée pour les gros tirages et les livres de grande qualité.

L'offset commence à remplacer petit à petit les autres procédés d'impression : le film, issu de la photocomposition ou d'une épreuve de la page de plomb, est copié sur une plaque d'acier souple photosensible. La presse offset rotative reporte l'image du texte sur le papier par l'intermédiaire d'un cylindre en caoutchouc, le « blanchet ».

De l'ancien couple lino-typo, on passe petit à petit à celui photocompo-offset. Mais les nouvelles techniques de la presse ne s'arrêtent pas là. La semaine prochaine, nous irons épier les machines de l'avenir.

(à suivre)

Dominique Simonnet

Un voyage de saison



Ma parole...
Mais ils vont tous
à Malville!...

... et vous?



on va pouvoir
camper tranquille
au Largac, cet été:
les gauchistes
sont tous à
Malville!

(photos Isabelle)

Contrairement à ce qui a pu être écrit çà et là à la suite d'un malentendu, il n'y aura pas de "fête" (!) Gueule Ouverte le 14 juillet à Malville. On élucidera ce quiproquo la semaine prochaine. Par contre, comme les copains, "la Gueule Ouverte" occupe le terrain à Malville à partir du 3 juillet et aussi longtemps qu'il le faudra.

Un gâteau de saison

Des trucs de saison

La pâte : bien battre au petit fouet deux gros œufs frais. y ajouter en battant toujours : deux cuillerées à soupe de sucre, trois cuillerées de farine complète, deux cuillerées de levure diététique, deux cuillerées de crème fraîche.

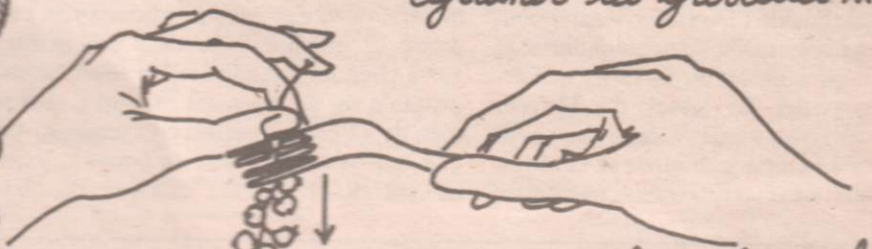
Prendre un plat creux genre pyrex ou terre allant au four (l'aluminium serait trop mince pour une bonne cuisson), en recouvrir l'intérieur d'une bonne couche de beurre, saupoudrer abondamment de sucre cristallisé.

Éplucher et couper en dés suffisamment de pêches pour qu'elles recouvrent le fond du moule, recouvrir avec la pâte. Cuire une demi-heure à four bien chaud.

Manger tiède.



égrainer les groseilles...

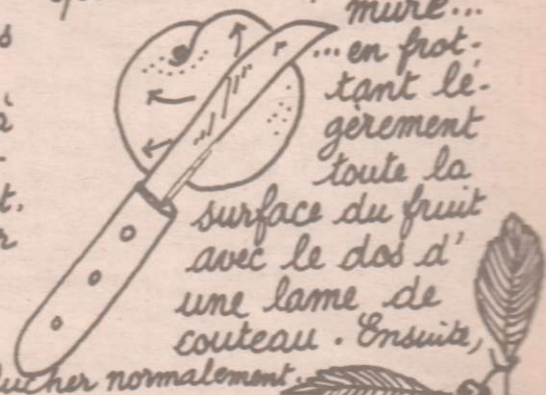


à l'aide d'une fourchette qu'on fait glisser le long de la tige

dénoyer les cerises... avec une épingle à cheveux qu'on introduit par le haut, qu'on fait tourner autour du noyau et qu'on retire avec lui.

éplucher une pêche peu mûre... en frottant légèrement toute la surface du fruit avec le dos d'une lame de couteau. Ensuite,

éplucher normalement.



Le recyclage du plutonium : marché de la fin du siècle

C'est, sans aucun doute, à Londres que se débat cet intéressant problème. Le fameux « Groupe de Londres », qui regroupe les « exportateurs de technologie nucléaire » possesseurs (U.S.A., URSS, Grande-Bretagne, France) ou non (Belgique, Canada, Allemagne, Japon...) de la « Bombe », vient de discuter de la question cruciale du retraitement des combustibles irradiés des centrales nucléaires. L'idée américaine (lancée et défendue avec une belle constance par H. Kissinger) d'un retraitement « plurinational » supervisé par les U.S.A. fait son chemin. Il est question de l'usine de Barnwell, d'une « capacité » de 1 500 tonnes/an.

Par ailleurs, le mois écoulé a été marqué, en Grande-Bretagne, au Japon, en Belgique et aux U.S.A., par un débat revivifié sur la nécessité économique des surgénérateurs. En voici quelques éléments. L'occupation-contestation du chantier « test » de Creys-Malville prend désormais une allure internationale.

Les États-Unis s'intéressent à la technologie française de surgénération. A la question qui lui avait été posée de savoir si « le programme américain de développement des réacteurs rapides pouvait être, ou non, accéléré par l'apport de technologies étrangères », le commissariat des États-Unis à la recherche et au développement énergétiques, l'ERDA, a répondu positivement. L'ERDA crédite le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de deux ans d'avance sur son schéma de surgénération par rapport au schéma américain. La coopération technologique entre l'ERDA et le CEA est jugée comme un « objectif positif », l'ERDA confirmant officiellement du même coup que des négociations étaient entreprises avec le CEA en la matière. L'état d'avancement de ces négociations n'est pas dit, encore que, généralement, les Français soient jugés durs en affaires, ce qui est peut-être une indication. « Les officiels français souhaitent rentabiliser leur avance et de ce fait, indique le rapport, le prix de leur technologie est élevé ». L'ERDA déclare en outre que « le CEA désire davantage négocier un accord de licence à vingt-cinq ans avec un industriel américain plutôt que de céder purement et simplement sa licence ».

L'appel à la surgénération européenne suscite des remous aux États-Unis. L'accord conclu tout récemment entre le commissariat américain à la recherche, l'ERDA, et les parties prenantes allemandes à la surgénération, les possibilités d'un accord symétrique ouvertes en direction de la France, suscitent aux États-Unis des appréciations extrêmement diverses, et ce aussi bien au sein de l'ERDA elle-même que dans les milieux économiques et politiques qui ont à connaître, de près ou de loin, à cette affaire. Interrogé pour le compte de « Enerpresse » à Washington sur le fait de savoir si un recours au surgénérateur français par l'industrie était concevable aux États-Unis, un électricien a répondu tout à trac : « Est-ce qu'on achète des avions Concorde ? » Aussi bien n'est-il pas question, pour le moment au moins, de vendre des surgénérateurs français, mais de faire évoluer les techniques de façon parallèle.

Source : « Enerpresse », 11 juin 76.

□ Un vol de plutonium est évoqué aux Nations-Unies. D'après une dépêche de l'agence Reuter émanant de Vancouver, où vient de se tenir la conférence des Nations-Unies sur l'environnement humain et l'habitat, une association canadienne de défenseurs de la nature, la *Canadian Greenpeace Foundation* (CGF) a été contactée par une organisation non identifiée, par l'entremise de divers intermédiaires, pour qu'elle présente à la conférence une once de plutonium volé par l'organisation. L'association a refusé, en arguant des dangers de la « manipulation incontrôlée » de ce plutonium, ainsi que des possibilités de voir le plutonium « tomber en de mauvaises mains », ainsi que l'a déclaré dans un communiqué le président de la CGF, M. Robert Hunter.

Celui-ci a refusé de révéler le nom des intermédiaires et de ceux qu'ils représentaient, mais s'est déclaré convaincu qu'il ne s'agissait pas d'un bluff, son sentiment à cet égard étant étayé sur divers contacts entrepris aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France.

□ La réforme des déclarations d'utilité publique des centrales nucléaires est imminente. C'est très prochainement que paraîtra au « Journal officiel » l'ensemble de textes régissant la procédure d'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique (DUP) des centrales électriques. L'esprit des modifications apportées à cette procédure, qui a fait l'objet de diverses déclarations du ministre de l'Industrie, M. Michel d'Ornano, a été rap-

porté de manière officielle, à propos de l'appel aux électeurs lancé par l'Etat américain de Californie sur la définition de son programme nucléaire, appel qui a conclu comme on sait en faveur de ce programme. Le gouvernement, de façon informelle, a jugé bon de préciser de nouveau qu'un tel appel en France était exclu, au plan national comme au plan régional.

Reste que la procédure nouvelle pourra prendre en compte, comme un élément du dossier parmi d'autres, les « référendums » locaux qui pourraient être organisés par les municipalités. Les nouveaux textes insisteront en effet sur l'association des responsables locaux à la procédure du DUP, tandis que les dossiers de demandes seront diffusés beaucoup plus largement qu'au-

jourd'hui auprès des préfets, des élus et des organismes représentatifs de la phase préalable à l'enquête publique. Une fois cette enquête achevée, ses résultats feront l'objet d'une publicité organisée de façon exhaustive. Parallèlement, et aux différents stades de l'enquête, on aura vu intervenir une concertation plus poussée entre les différents ministères intéressés : industrie, agriculture, équipement, transport, qualité de la vie, etc.

Sur le fond, c'est une reconnaissance des préoccupations de l'opinion publique de l'impact des centrales nucléaires sur l'environnement, au sens large, qui est visée par la réforme des mécanismes de la DUP. Un exemple de cette reconnaissance sera trouvé dans l'ajout aux pièces à fournir dans le dossier

DUP d'une appréciation des qualités architecturales des installations que l'on projette d'implanter, aspect des choses souvent soulevé à propos des tours de réfrigération des centrales. (« Enerpresse », 14 juin 76).

□ Westinghouse miserait à terme sur l'incapacité de la France de « financer » sa filière nucléaire : la firme américaine, qui n'aurait pas en réalité, et contrairement à ce qui s'est dit, l'intention de se séparer des ACEC belges (le prix qu'elle en demande paraît inacceptable aux éventuels acheteurs), pourrait ainsi constituer, en 1982, une « Belgatome » qui damerait le pion aux Français, le cas échéant. (« Le Nouvel économiste », 21 juin 76).

SONDE-MOI... ENCORE!

« Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles... »

Guy Debord, « La Société du spectacle »

Le Service des relations publiques d'EDF nous l'ayant transmis - indirectement, il va de soi - il nous semble intéressant de vous communiquer l'état actuel (début de l'année en cours) de l'opinion publique quant au « problème nucléaire » (civil, bien sûr !).

Il s'agit du quatrième sondage effectué par EDF (entre août 74 et décembre 75). Seraient-ils inquiets ? Se méfier des analyses hâtives !...

□ Le nucléaire face aux autres sources d'énergie.

Le développement de l'énergie nucléaire ne figure **toujours pas** (1), aux yeux des Français, parmi les investissements prioritaires (le réseau téléphonique et les autoroutes conservent leur préférence à cet égard).

Cependant, l'énergie nucléaire reste pour deux Français sur trois **l'énergie de l'avenir** (proportion qui avait sensiblement décliné au cours du premier semestre 1975), car **financièrement rentable** (près d'une personne sur deux estime que l'énergie nucléaire sera la source d'énergie la moins chère dans dix ans).

Cependant, l'énergie hydraulique reste très largement en tête sous l'angle de l'indépendance nationale et de la non-pollution.

L'énergie solaire reste, quant à elle, la source d'énergie dont le développement est jugé prioritaire par la majorité des Français.

□ **Connaissance du nucléaire.** Le niveau de connaissance du public dans le domaine nucléaire reste assez bas dans l'ensemble, mais tend à s'élever, notamment depuis le précédent sondage de juin 1975 :

- 57 % des personnes interrogées en décembre 1975, contre 49 % en juin de la même année, savent que les centrales nucléaires actuellement mises en service sont plus puissantes que les dernières centrales classiques au mazout;

- 30 % des Français connaissent, en décembre 1975, le principe de fonctionnement d'une centrale nucléaire, chiffre qui n'était que de 24 % six mois plus tôt.

□ **Image des centrales nucléaires.** La détérioration de l'opinion enregistrée durant le premier semestre 1975, ne s'est pas accentuée durant les derniers mois de l'année : à titre d'exemple, l'implantation d'une centrale nucléaire à proximité du domicile ne suscite pas davantage d'inquiétude.

Toutefois, l'énergie nucléaire reste dangereuse pour la grosse majorité des Français (71 % fin 1975, chiffre qui n'a pas cessé de s'accroître depuis le premier sondage nucléaire d'août 1974).

La crainte du nucléaire reste d'ailleurs assez peu rationnelle, puisque encore actuellement 39 % de la population française estime qu'une centrale nucléaire « peut exploser comme une bombe ».

L'accumulation des déchets et la radioactivité autour des centrales nucléaires restent les deux questions qui justifient le plus, selon le public, les critiques généralement adressées à l'encontre des centrales nucléaires.

□ **Information du public.** Fin 1975, le public s'estime encore en grande majorité (77 %) insuffisamment informé sur les problèmes d'énergie. La télévision reste le moyen d'information privilégié par les Français (38 % des interviewés marquent une préférence pour ce média), la visite de centrales venant en deuxième position (17 %).

□ **Avenir du nucléaire.** Peu d'évolution se dessine, en ce qui concerne les personnes favorables au développement de l'énergie nucléaire et celles qui manifestent une opinion inverse (respectivement de 58 % et de 35 %).

Toutefois, les avis restent assez partagés quant aux effets du développement de cette énergie, notamment sur le prix de l'énergie et le confort. En revanche, **les Français sont de moins en moins enclins à penser que le développement de l'énergie nucléaire améliorera leur environnement.**

Copiste : E.P.

(remerciements à L.R. de Chambéry)

(1) Tous les passages soulignés le sont par nous (G.O.).

SUR LE TERRAIN

CALENDRIER

- Vendredi 25 juin** : Réunion avec Haroun Tazieff, à 20 h 30, à Copainville, Troyes, sur le projet de méga-centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine.
- Samedi 26 juin** : Occupation des terres du G.F.A. à Braud et Saint-Louis à partir de midi.
 Manifestation antinucléaire à Nantes. Rendez-vous à 15 h, place de la Petite-Hollande.
 Rencontre internationale des femmes, contre le viol et les violences quotidiennes exercés sur elles, de 14 h à 24 h à la Mutualité, à Paris.
- Dimanche 27 juin** : Rassemblement pique-nique antinucléaire à Saint-Thibault (Cher).
 Fête de la vie au Rocheton, près de Melun.
- Samedi 3 juillet** : Tous à Malville !

Lutte antinucléaire

□ **NEVERS.** L'installation d'une centrale nucléaire est projetée dans le Val de Loire. Le site n'est pas encore définitivement choisi, entre Nevers et Cosne-sur-Loire, sur la rive gauche de la Loire, dans le département du Cher. E.D.F. a déjà entrepris des sondages et acheté des terrains. Depuis que le projet existe, la lutte s'est organisée et diverses associations antinucléaires, partis, syndicats essaient de mobiliser la population. Ces organisations : M.E.R.L.E., Fédération P.S.U. de la Nièvre, association du Val de Loire, Comité Larzac-Nièvre, Comité antinucléaire de Nevers, organisent un rassemblement pique-nique le dimanche 27 juin à Saint-Thibault (Cher), tout près de Sancerre, à quelques kilomètres de la R.N. 7, Paris-Nevers, au centre du périmètre visé par E.D.F. Rendez-vous à 12 h 30 à Saint-Thibault (rive gauche de la Loire). Pour les cyclistes courageux : départs de 9 h de Beffes (rive gauche), ou de Léré, avec convergence sur Saint-Thibault. Prévoir son casse-croûte. Comité antinucléaire de Nevers, c/o centre social du Banlay, bd Saint-Exupéry - 58000 Nevers.

□ **DUNKERQUE.** Une manifestation contre le programme électro-nucléaire aura lieu le samedi 26 juin. Le départ est fixé à 15 h de la place Jean-Bart. A 17 h, arrivée à la nouvelle sous-préfecture ; à 17 h 30, prise de parole devant la sous-préfecture ; à 18 h, réunion publique dans une salle municipale sur les 15 % d'augmentation du tarif E.D.F. Collectif régional antinucléaire, 51, rue de Gand - 59000 Lille. Tél. : 52.90.25 ; ou Comité antipollution de Dunkerque, 7, rue Royer - Dunkerque.

□ **TROYES.** Grande réunion publique sur le thème : « l'environnement dans l'Aube et la centrale nucléaire géante de Nogent-sur-Seine », avec la participation du volcanologue Haroun Tazieff, le vendredi 25 juin à 20 h 30, à Copainville, chaussée du Vouldy. Vous pouvez prendre contact avec une des associations organisatrices : APROVAS, 15, avenue Pasteur - 10400 Nogent sur Seine. Tél. : 25.84.74.

□ **Le clown atomique Jean Kergrist** et sa centrale baladeuse seront à Ambérieu-en-Bugey le vendredi 25 juin. Jean Kergrist participera à l'émission : « Au fil du Rhône », le vendredi 2 juillet à 20 h 30 sur FR3, avec en toile de fond la centrale nucléaire de Bugey. On le retrouvera bien sûr le 3 juillet à Malville.

□ **PARIS.** Le Comité antinucléaire de Paris aimerait mobiliser les Parisiens avec un affichage massif contre la centrale de Nogent-sur-Seine, dans Paris et sur la route Paris-Nogent. Il fait appel à tous les militants pour la création d'affiches, le travail pratique, le collage... Une réunion aura lieu le jeudi 24 juin à 20 h au Centre protestant, 8, villa du Parc-Montsouris - 75014 Paris.

□ **NANTES.** D'après « le Monde » du 13-14 juin, « le site du Pellerin (Loire-Atlantique) a été retenu pour une centrale nucléaire ». Le choix du site serait donc fait au niveau national, avant même les décisions des conseils régionaux des pays de Loire, qui se réunissent à Nantes les 22 juin et 2 juillet 1976. Le site de l'estuaire serait également retenu pour la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium. Le C.R.I.N. et les comités de défense de l'environnement des pays de Loire appellent à une manifestation le samedi 26 juin à 15 h, place de la Petite Hollande, à Nantes.

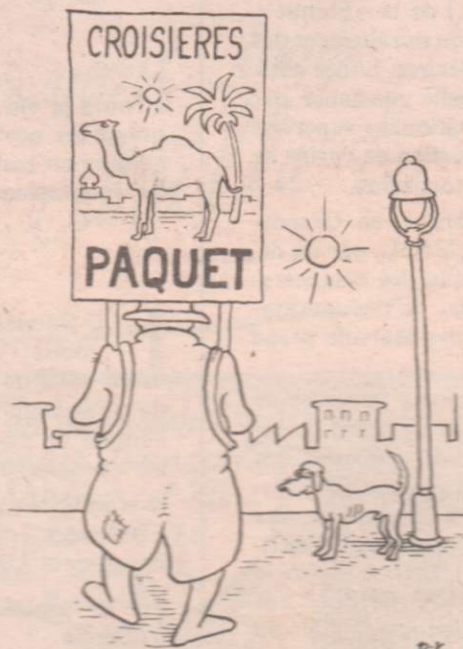
tutti frutti

□ **ROUEN.** Pour la troisième fois en quinze jours, le local du groupe écologique de la région rouennaise (G.E.R.R.) a été forcé.

Dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 mai, la porte a été fracturée. Des inconnus ont pénétré à l'intérieur de celui-ci et ont emporté des archives du groupe, heureusement sans grande importance ; des brochures, des stencils, des tracts, etc. Mais ils n'ont rien saccagé, se contentant de prendre systématiquement tous les papiers susceptibles de les intéresser. Dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 juin, le local, à peine réparé, a été forcé de nouveau, mais cette fois-ci il a été délibérément saccagé : panneaux arrachés, affiches déchirées, etc. Une vieille ronéo qui ne servait plus, a même été volée !

Cette fois-ci, les agresseurs n'ont pas jugé utile de signer leur forfait. La première fois ils avaient recouvert le local d'affiches de « Laissez-les vivre » (?). Le local est partagé avec d'autres groupes, mais il semble bien que seul le groupe écologique est visé à travers toutes ces agressions : elles se situent toutes avant et après la marche de La Hague du 6 juin, à laquelle le G.E.R.R. a participé en tant que groupe actif au sein du Collectif antinucléaire de Rouen.

Groupe écologique de la Région Rouennaise, 10 bis, rue de l'Avalasse - 76000 Rouen.



□ **DIJON.** Seize livrets militaires ont été renvoyés le samedi 19 juin. Des femmes, soutenant l'action, ont pensé qu'il était important qu'elles fassent, elles aussi, connaître leurs idées, et ont joint une lettre expliquant le pourquoi de leur soutien à la lettre collective des renvoyeurs.

□ **CHAMBERY.** Le C.L.O. (Comité de Lutte des Objecteurs) organise une réunion pour les objecteurs des deux Savoie pendant le week-end des 26 et 27 juin à Chambéry. Faites-vous connaître rapidement au C.L.O., 70, rue Croix-d'Or - 73000 Chambéry.

□ **LARZAC.** Une série de sessions aura lieu cet été au Cun, maison achetée par l'armée dans le périmètre du camp du Larzac, occupée par des objecteurs, qui ont pour but de la transformer en centre de recherche sur la paix et la défense populaire non violente.

Du 10 au 22 juillet : art dramatique ; du 25 au 31 juillet : initiation à la non-violence, à partir de l'exemple de Gandhi ; du 5 au 12 août : bible et défense ; du 15 au 22 août : non-violence et politique, organisée par le M.A.N. (Mouvement pour une alternative non violente). Renseignements et inscriptions (nombre de places limité) : le Cun du Larzac, la Blaquerie - 12330 La Cavalerie.

□ **GERSTHEIM.** Les Jeunes pour la nature organisent le dimanche 27 juin une fête de la nature en plein air, à proximité du stade. Jeunes pour la nature, Pierre Texier, 4, rue des Narcisses - 67150 Gerstheim.

□ **L'HORME (près de Saint-Etienne).** Fête de la nature le dimanche 27 juin à la Chapelle du Fay, l'Horme. Il y aura une expo. photo, des jeux pour les enfants, de la musique, une animation par les artisans de la région, etc. Contact : Chantal Vial, 33, rue de la Palle - 42100 Saint Etienne.

□ **PARIS.** Exposition « porte ouverte » à la Cité Fleurie, 65, bd Arago - 75013 Paris. Artistes et artisans vous attendent chaque jour de 14 h à 20 h, du 18 au 27 juin.

□ **PARIS.** Le Théâtre de Fortune joue « En attendant Shakespeare », mercredi 23, jeudi 24, vendredi 25 juin à 21 h, 3, rue Saint-Yves - 75014. Entrée gratuite.

□ **PARIS.** Pour avoir refusé de faire vacciner son enfant contre la variole, Jacques Beauvillard passe en cour d'appel le 28 juin à 13 h 15, 13^e chambre, entrée : 36, quai des Orfèvres, escalier A, rez-de-chaussée.

□ **PARIS.** Le groupe de recherche « Être au présent » fera un exposé suivi d'un débat le vendredi 25 juin de 17 à 22 h et le samedi 26 juin de 14 à 18 h, sur « Connaissance du présent et du devenir humain » à la M.J.C. de la place Saint-Michel - 75006 Paris.

□ **PARIS.** Contre la démolition du Carreau du Temple, contre le monstre en béton de Dominati, et Arretche, grand mandarin de l'école des Beaux Arts, pour garder la vie du quartier contre la colonisation bourgeoise, pour conserver et utiliser ce grand espace public potentiellement riche, une exposition de vingt contre-projets, élaborée avec le concours des habitants du quartier et des commerçants du Carreau par des étudiants de l'Ecole spéciale d'architecture, est ouverte jusqu'à la fin du mois de juin de 11 h à 20 h 30, 14, rue Charlot - 75003 Paris.

□ **AIX-EN-PROVENCE.** Le vendredi 25 juin à 20 h 30, à la maison de la culture, 37, bd Aristide-Briand, débat sur l'agriculture écologique, avec la participation de Vincent Lambaré, de l'Association pour la recherche et l'expérimentation en agriculture biologique.

□ **CORBEIL.** Le samedi 26 juin, dans l'après-midi, sortez de chez vous et allez vous balader dans les rues. Vous trouverez aux quartiers Monconseil, Tarterets et à la M.J.C. de l'allée Aristide-Briand de la musique pop, la possibilité de faire des travaux manuels, notamment le travail du fer, de la pierre et du bois et des rafraîchissements. Le soir à partir de 21 h, grand bal folk, jazz et musique classique. Pour tous renseignements, adressez-vous à la M.J.C. de Corbeil.

□ **GRENOBLE.** Un objecteur insoumis à son affectation à l'O.N.F. passe en procès le jeudi 24 juin à 14 h au tribunal correctionnel de Grenoble. Le C.L.O. (Comité de lutte des objecteurs) de Grenoble appelle à manifester son soutien par l'envoi de télégrammes au président du tribunal et par la présence au procès. Rassemblement place Saint-André à partir de midi, avec de la musique. C.L.O., 4, rue du Vieux-Temple - 38000 Grenoble.

□ **Embargo baleinier.** Dans le cadre de la campagne internationale entreprise par le Projet Jónah pour la protection des baleines, une réunion s'est tenue, le vendredi 18 juin 1976, au ministère de l'Environnement afin d'envisager un embargo sur les produits baleiniers. Il a été décidé que la France annoncerait à la Commission Baleinière Internationale, qui se tiendra cette semaine à Cambridge, son intention d'appliquer prochainement un embargo sur l'importation et l'utilisation de tout produit baleinier. La France sera le troisième pays, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, à appliquer une telle mesure de protection de la nature.

Contact : Projet Jónah, 21, hameau Boileau - 75016 Paris. Tél. : 261.27.90 l'après-midi.

□ **AVRANCHES.** Le Mouvement écologique unifié organise sa fête annuelle les 26 et 27 juin. Le samedi, à partir de 15 h aura lieu un grand rassemblement devant le jardin des plantes, puis une fête à vélo dans les rues de la ville. Le dimanche 27 juin, à la salle de la cantine du Val-Saint-Père, de 10 h à 19 h, expositions, débats, conférences, etc. Mouvement écologique unifié, 3, rue Affichard - 50 Avranches.

□ **LEUCAITRE (près de Châtelleraud).** Troisième foire aux produits biologiques naturels du Châtelleraudais, le samedi 3 juillet dans l'après-midi et le dimanche 4 juillet.



L'ÉCOLOGIE AUX MUNICIPALES

Le courant écologique politique sera présent aux prochaines élections municipales. Les « Amis de la Terre » et le Mouvement écologique expliquent leurs projets respectifs.

□ « Au cours de leur dernière réunion nationale, les groupes Amis de la Terre se sont concertés sur les élections municipales. Ils ont estimé qu'à cette occasion il était indispensable que les différentes associations écologiques concernées ne fassent pas cavalier seul. Les Amis de la Terre ont par conséquent décidé de provoquer une réunion de coordination les 3, 4 et 5 décembre prochains pour tenter de mettre en œuvre une intervention unifiée du courant écologique politique à l'occasion des élections municipales. Ils appellent les associations écologiques à y participer. Pour préparer cette réunion, les premières propositions de chaque association doivent être connues le plus tôt possible. Les Amis de la Terre sont actuellement en train d'assurer la publication des leurs, et les tiennent à la disposition des intéressés (c'est gratuit !). »

□ « Réuni les 5, 6 et 7 juin à Paris, le Collectif du Mouvement écologique a poursuivi, dans l'optique de ses objectifs, sa réflexion sur sa stratégie. Il a ainsi adopté un court texte, « Stratégie et Pouvoir » (compte rendu disponible contre 2 F en timbres) dans lequel il distingue nettement :

- la lutte pour la prise du pouvoir central, à laquelle il n'estime pas devoir participer, étant donné sa vocation décentralisatrice et autogestionnaire ;
- la lutte au niveau des pouvoirs de base (communes, quartiers, entreprises), où des possibilités d'action apparaissent dans le sens de l'écologie, de l'autogestion et de la démocratie directe ;
- la lutte pour la réduction, voire la dissolution du pouvoir, permettant l'autonomie de chaque individu

et de chaque groupe, base nécessaire de toute société écologique.

C'est à cette lutte que le Mouvement entend se consacrer.

Dans cette optique, et à la suite du test que fut sa participation aux élections cantonales de mars dernier (10 % des voix en moyenne pour ses 15 candidats) le Collectif a décidé d'engager le Mouvement écologique dans les élections municipales de 1977.

- Il y présentera des listes homogènes, n'acceptant aucune compromission quant à l'intégralité de son programme, refusant d'avance toute alliance hors de cette intégralité, ainsi que toute idée de désistement.

- Il considérera ces élections avant tout comme une tribune, sans chercher à faire élire ses candidats.

- Il ne refusera pourtant pas la possibilité de l'élection dans la mesure où il sera possible à ses élus éventuels de contribuer à faire avancer la cause de la décentralisation, de l'autogestion, de la démocratie directe et de l'écologie. En cas d'impossibilité, quelle qu'elle soit, d'agir dans ce sens, les élus éventuels du Mouvement écologique pratiqueront la grève administrative ou démissionneront.

Sur le plan pratique, une série de rapports sur l'ensemble des problèmes communaux seront élaborés pour être mis à la disposition des candidats du Mouvement écologique, dès l'automne. Dès maintenant, une brochure : « Une base pour les municipales de 77 ». Les textes de base des candidats écologiques aux élections cantonales de mars 1976 (100 pages, 8 F) est à la disposition de tous ceux que la question intéresse. »

« Les Amis de la Terre » - 16, rue de l'Université - 75007 Paris. Tél. : 261.27.90.

Mouvement écologique - 65, bd Arago - 75013 Paris. Tél. : 331.22.74 (de 14 à 18 h).

□ Un nouveau procès pour Jean Lapeyrie. Lors de son congrès du 5 juin, la Ligue des droits de l'homme condamnait les abus policiers et le système répressif mis en place par la V^e République. Jean Lapeyrie, témoin d'un de ces abus racistes, a protesté : la 17^e chambre l'a condamné à 1500 francs d'amende pour outrage à agent.

Quand on sait qu'une amende de 1500 francs équivaut à deux à quatre mois de contrainte par corps, alors que le maximum pénal pour outrage à agent est de trois mois de prison ferme (art. 224 C.P.), on préfère encore que la Justice laisse tomber son masque d'hypocrisie et le condamne à de la prison !

Jean Lapeyrie passe en appel le samedi 26 juin à 13 h 30 devant la 11^e cour d'appel de Paris. Il demandera à nouveau la relaxe pour légitime défense et assistance à personne en danger. En tant que militant anti-raciste, conscient des abus policiers, il n'a fait que manifester ses opinions.

Le C.A.P. demande à tous ceux qui refusent de se taire devant la recrudescence policière, justement dénoncée par la Ligue des droits de l'homme, de venir soutenir Jean Lapeyrie le 26 juin. Ce sera aussi l'occasion de lui dire bonjour car il est toujours incarcéré à Fleury-Mérogis de par la volonté du J.A.P. de Nanterre.

D'autre part, Jean Lapeyrie nous informe que tous les journaux peuvent rentrer à Fleury-Mérogis sans aucune censure, sauf le journal du Comité d'Action des Prisonniers, ce qui est contraire au nouveau règlement. Jean Lapeyrie, par l'intermédiaire de son avocat, a donc déposé deux plaintes : l'une en tant que responsable de la publication pour préjudice grave causé à la diffusion du « C.A.P. », et l'autre en tant que prisonnier victime d'un abus de pouvoir.

□ « La Criée », hebdomadaire de la région de Marseille, sortira le 5 juillet un numéro spécial de 35 pages sur les festivals qui se dérouleront pendant l'été en Provence, Avignon, Martigues, Aix, Châteauevallon, etc. Ce numéro sera un guide pratique avec le programme des différents festivals, la présentation des spectacles marginaux et des renseignements sur l'hébergement, les restaurants très-bon-pas-cher, les endroits agréables, etc. « La Criée », 39, allées Léon-Gambetta - 13001 Marseille.

□ LÉZIGNEUX. MONTBRISON (Loire). Festival gratuit de musique pop et folk les 26 et 27 juin. Il est organisé par des clubs et maisons de jeunes de la région et n'a pas de but lucratif. Contact : Bernard Vial, rue des Clercs - 42600 Montbrison.

□ ÉCULLY (Rhône). Fête au Vieux Chêne, chemin du Vianney, du vendredi 25 au dimanche 27 juin. Programme ininterrompu, avec cinéma, théâtre, jazz, folk... Il y a trois hectares pour camper. Le but de cette fête est le soutien au cinéma lyonnais « Le Canut » et à la liberté d'expression du cinéma indépendant. Pour tous renseignements, on peut téléphoner au (78) 28.34.91.

□ MELUN. Fête « Tous ensemble » les 26 et 27 juin au Rocheton (La Rochette) sur la RN5 au sud de Melun, direction Fontainebleau. « On se rencontre, on confronte, on débat, on fait la fête. » La fête de la vie se veut un lieu de rencontres et de discussions, où chacun peut s'exprimer sur les grands problèmes du moment. L'organisation est assurée par le Mouvement français pour l'abondance et une vingtaine d'autres associations. Contact : M.F.A.S.D., 12, rue Lemerrier - 75017 Paris. Tél. : 387.12.85.



DÉPART CAR-VÉLO-À PIED
ORGANISÉ PAR LA MARGE

37, RUE LAMARTINE
CHAMBÉRY

Le Groupe Ecologique de GIVORS
déclare TOUS EN VÉLO À
MALVILLE.

"N'allons pas à Malville en voiture !
il faut qu'un maximum de gens
y aillent par des moyens non
polluants."

Contact : Jean-michel CALVI
17 Rue Roger Salengro
69700 GIVORS

Pour tous les gens du sud de la
France qui se rendront à MALVILLE
le 2 juillet rendez-vous à AVIGNON
avant midi au pont St-Bénézet
départ vers 13h30

PROPOSITIONS-SUGGESTIONS:
ALAIN LICHIERE - quartier coupe d'or
84 000 AVIGNON -
Tel. 82-34-98 (Heures des Repas)
comité d'action écologique
d'Avignon.

Paris, on peut s'inscrire aux Amis
de la Terre 16 Rue l'Université

DÉPART EN CAR:
75 F. aller Simple
90 F. Aller - Retour
Tel. 361-27-90

TOULOUSE. Départ régional en car
organisé par le CAN Toulouse et l'ATE
90 F. (Aller - Retour)

Départ 3 juillet - Retour nuit du 4 au 5
juillet -
ASSOCIATION TOULOUSAINE
D'ÉCOLOGIE - 18 Rue des pénitents gris
TOULOUSE - 31000

Les Amis de la Terre de l'Aisne Sud
organisent aussi un départ en car
le vendredi 2 juillet -
B.P. 135 - 02400 CHATEAU THIERRY

DÉPART GRATIS avec le GRATPP
le 3 juillet - 31h30 GARE DE LYON
SORTIE DU MÉTRO. *
Renseignements et précisions
la semaine prochaine...

LE PETIT ROUGE DE TOURAINE



Vient de paraître un numéro 7 pour
tout l'été au sommaire: petit bilan
des élections à Tours, le PC et l'éco-
logie, l'école, la bouffe ect... 4 frs.
6 nrs = 20 frs. Editions de la grappe.
10, rue Jean Macé. 37000 - TOURS

□ VERDON. Un référendum dans le bassin ostréicole de Marennes-Oléron concernant la centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis et le projet d'implantation d'une vaste zone industrielle au Verdon-sur-Mer, sur l'estuaire de la Gironde, a eu lieu les 12 et 13 juin. Une écrasante majorité des votants s'est prononcée contre ces projets, de 90 à 98 % selon les communes. Mais les électeurs ont relativement boudé les urnes : 27 % seulement des inscrits se sont exprimés. Dans ces cantons du littoral charentais où l'on vit essentiellement de la mer (ostréiculture, pêche, tourisme), cette faible participation s'explique plus par la résignation que par le

désintérêt pour tous les dangers de pollution marine.

Comité antinucléaire de l'île d'Oléron, C.E.G. Aliénor d'Aquitaine - 17480 Le Château d'Oléron.

□ RENUDO. MILAN (Italie). Un festival gratuit aura lieu à la fin du mois de juin, avec les groupes de lutte homosexuels, le mouvement de libération des femmes, Lotta Continua et différents groupes extra-parlementaires. Le G.R.A.T.P.P. (Groupe de résistance active aux transports publics payants) a l'intention de prendre le train gratuitement pour y aller.

Contact : G.R.A.T.P.P., 32, rue des Trois-Frères - 75018 Paris. Tél. : 606.48.63. Métro : Abbesses.

□ Etats généraux pour l'autogestion socialiste. Les 3 et 4 juillet se tiendront les premiers Etats généraux pour l'autogestion socialiste, préparés dans toutes les villes par des réunions locales. Ils s'adressent à tous ceux qui recherchent à travers leurs luttes et leurs aspirations une réponse politique qui ne soit ni le retour à la social-démocratie, ni la fuite dans le capitalisme bureaucratique d'Etat.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez prendre contact avec le groupe de votre région pour être informé sur la préparation locale ou vous procurer la brochure de lancement des Etats généraux (2 F), au Centre populaire de formation socialiste, P.S.U., 9, rue Borromée - 75015 Paris.

□ NANTES. Projection du film : « La fin du dialogue » et débat sur la Namibie et l'Afrique du Sud et leurs relations avec la France, le jeudi 24 juin à 20 h 30, salle Jean-Macé, le vendredi 25 juin à 20 h 30, M.J. de Rézé, et le samedi 26 juin, à 20 h 30, au centre social Bernardières-Bellevue.



DE L'EAU AU GOÛT D'AMIANTE

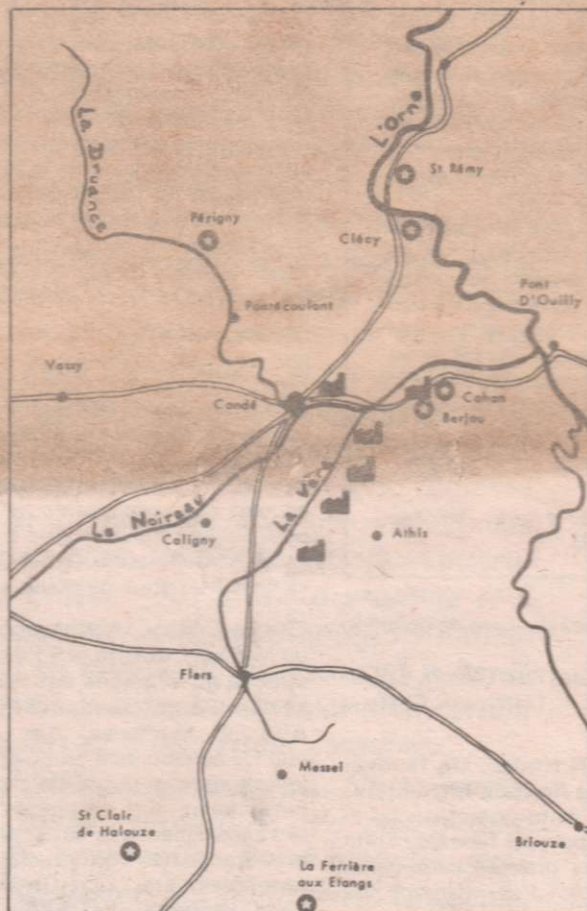
A Condé-sur-Noireau, en Normandie, la pollution par l'amiante de l'usine Férodo menace les réserves d'eau potable.

FERODO-FERLAM, la plus importante société de traitement de l'amiante, emploie à Condé-sur-Noireau, dans le Calvados, 2 500 personnes réparties dans les six usines échelonnées sur une dizaine de kilomètres le long de la Vère et du Noireau. Exploitation familiale à ses débuts en 1928, ce groupe en pleine expansion a essaimé à Limoges, où une petite usine fabrique les mêmes produits: garnitures de freins, disques d'embrayage, textiles à base d'amiante, matériaux ignifugés pour le bâtiment...

En soixante-dix ans, la consommation mondiale d'amiante est passée de 50 tonnes à 3,5 millions de tonnes. C'est un matériau particulièrement intéressant par ses propriétés et, jusqu'à présent, d'un coût peu élevé. Jusqu'à présent, car on n'a pas fait entrer dans les calculs de prix de revient le coût de la santé des travailleurs, de leur famille et des populations vivant à proximité des lieux de traitement et d'utilisation. Ce coût social de la santé, on le retrouve dans le déficit de la Sécurité sociale, pas dans la balance commerciale des industriels.

Or les maladies causées par l'amiante sont irréversibles car les fibres d'amiante respirées ou avalées ne sont jamais éliminées. Une atmosphère polluée provoque chez les travailleurs une sorte de silicose appelée l'asbestose. Quelques mesures d'hygiène ont fait reculer actuellement ce risque, qui se déclarait bien souvent après dix ans de travail. Par contre, avec la prolongation de la vie de ces ouvriers, on assiste à une prolifération des cancers de la plèvre, l'enveloppe qui entoure les poumons. Ces mésothéliomes ne se déclarent qu'au bout de trente ans environ, mais ils concernent autant les travailleurs de l'amiante que la population environnante. Une très courte exposition et une quantité très faible de fibres suffisent pour déclencher vingt ou trente ans plus tard une pleurésie asbestosique, début d'un cancer fatal. Les travaux de recherche sur les dangers de l'amiante inhalée sont maintenant bien connus; ceux sur les dangers de l'amiante ingérée, avalée, le sont moins. Pourtant, on assiste à une progression de cancers digestifs (cancers de l'œsophage, de l'estomac, du côlon) chez les travailleurs de l'amiante.

Pendant des dizaines d'années, les carrières abandonnées des alentours de Condé-sur-Noireau ont servi de dépotoir aux déchets d'amiante et aux vidanges sauvages de produits chimiques résultant de son traitement. Il suffit d'un violent orage pour raviner les terrils de déchets et entraîner des fibres d'amiante et des phénols dans la rivière proche. En novembre 1974, 20 000 litres de résidus chimiques venant de chez Férodo sont déversés à Saint-Rémy-sur-Orne, dans une décharge communale où s'amoncellent déjà pas mal de résidus d'amiante. Cette décharge est dans une ancienne



REGION FLERS - CONDE :
 ● Dépôts sauvages de résidus d'amiante.
 ■ Usines d'amiante.

carrière sous laquelle se trouvent les galeries désaffectées d'une mine de fer, tout près de l'Orne. On retrouvera donc les traces de phénol dans la rivière qui alimente, quelques dizaines de kilomètres plus loin, la ville de Caen en eau potable. Fin août 1975, l'entreprise profite des vacances pour faire nettoyer ses machines. Des tonnes de déchets sont alors stockées dans une carrière, en bord de route, à l'aplomb d'une petite rivière, la Druance. Cette rivière alimente le barrage de Pontécoulant, qui sert de réserve d'eau potable à la ville de Condé. Les poissons morts du barrage alertèrent les autorités, et la distribution d'eau potable fut momentanément suspendue. Mais seules les traces de phénols sont actuellement recherchées dans les eaux, alors que les particules



d'amiante, qui sont forcément entraînées dans les eaux et particulièrement dangereuses, ne sont jamais recherchées. Pourtant, cette amiante s'accumule dans le barrage, se dépose dans les vases du fond des rivières...

En décembre 1975, le B.R.G.M. (Bureau de recherche géologique et minière), organisme officiel, effectue plusieurs prélèvements d'air et d'eau. Fin mars 1976, une partie du rapport est connue. A Condé, la pollution des eaux par les fibres d'amiante est comparable à celle de la ville de Duluth aux U.S.A., où la consommation en a été interdite. En France, il n'existe aucune norme légale, et encore moins de révision des procédés de détection. Or, seul l'emploi du microscope électronique a permis de mettre en évidence la présence de particules nocives.

A Condé, la pollution de l'air est 2 400 fois supérieure à celle de Paris, pour le taux d'amiante. Depuis le rapport officiel, que s'est-il passé? Rien. La ville de Caen a besoin de 30 000 m³ d'eau par jour. La station de pompage ne peut les trouver que dans des eaux contaminées. Faut-il attendre les courbes de croissance des cancers digestifs dans la ville de Caen, dans trente ans, pour faire quelque chose? Actuellement, il n'existe aucun filtre capable de retenir les poussières d'amiante de façon valable. Que faire des 200 tonnes de déchets produites actuellement par mois, par Férodo? Actuellement, on les stocke sur le carreau de l'usine de Condé, en bordure du Noireau, affluent de l'Orne. Un coup de vent et les particules rejoignent la rivière.

Brûler ces déchets à l'usine d'incinération du SIRTOM de Flers-de-l'Orne? La pollution de l'air serait pire et permanente; de toute façon, les particules en balade dans l'atmosphère finiront par se retrouver dans l'eau et donc dans notre verre. Et le transport de l'amiante? Le 20 avril, un camion en provenance du Havre laisse s'échapper par des sacs crevés une quantité très importante d'amiante sur une quinzaine de kilomètres entre Caen et les usines de Condé. Tout le monde a pu en bénéficier! Depuis cinquante ans de fonctionnement, nul dans la région ne s'inquiétait des dangers de pollution de l'air et de l'eau que les fibres d'amiante et les déchets de son industrie faisaient courir sur la population et sa santé.

Toutes ces particules abandonnées au gré des vents et des rivières finiront dans nos poumons et notre estomac, et ce pendant plusieurs générations. La C.F.D.T., à Condé, demande l'amélioration des conditions de travail. C'est toujours quelques années de gagnées sur le cancer.

Danielle

(Tous ces renseignements sont tirés d'une plaquette très bien faite, par l'association de lutte: A.L.C.-P.S.E., La Planche, 14110 Pontécoulant.)